

1 CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
2 DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION
3



7 EXAMEN DES DISPOSITIONS CITES RELATIVES AU COMMERCE
8 DE SPÉCIMENS NON SAUVAGES D'ANIMAUX ET DE PLANTES

9 Cet examen a été préparé par le Secrétariat et reflète ses propres points de vue, prenant en compte les avis
10 d'un groupe de travail du Comité permanent sur le sujet.

11 Le Secrétariat reconnaît que certaines Parties et parties prenantes interprètent différemment certaines
12 dispositions de la Convention et résolutions de la Conférence des Parties. La conciliation de ces différentes
13 interprétations est l'une des raisons pour lesquelles cet examen a été demandé.

14 Table des matières

15 Glossaire utilisé dans cet examen

16 Introduction

17 Historique

18 Bref historique de la réglementation CITES du commerce de spécimens non prélevés dans la nature.

19 Examen des dispositions, ambiguïtés et incohérences, et questions pouvant nécessiter une attention
20 particulière.

21 1. Application des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII

22 1.1 Vue d'ensemble

23 1.2 Ambiguïtés et incohérences

24 2. Résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17), *Permis et certificats*

25 2.1 Vue d'ensemble

26 2.2 Ambiguïtés et incohérences

27 3. Résolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15), *Définition de l'expression "à des fins principalement commerciales"*

28 3.1 Vue d'ensemble

29 3.2 Ambiguïtés et incohérences

30 4. Résolution Conf. 10.16 (Rev.), *Spécimens d'espèces animales élevés en captivité*

31 4.1 Vue d'ensemble

32 4.2 Ambiguïtés et incohérences

33 5. Résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17), *Réglementation du commerce des plantes*

34 5.1 Vue d'ensemble

35 5.2 Ambiguïtés et incohérences

36 6. Résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), *Enregistrement des établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I*

37 6.1 Vue d'ensemble

38 6.2 Ambiguïtés et incohérences

39 7. Résolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15), *Enregistrement des pépinières qui reproduisent artificiellement des spécimens d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I à des fins d'exportation*

40 7.1 Vue d'ensemble

41 7.2 Ambiguïtés et incohérences

44 Annexe: Réponse des Parties et parties prenantes à la notification aux Parties n° 2018/0XX demandant des
45 commentaires sur le projet d'examen.

46 Glossaire utilisé dans cet examen

“Reproduits artificiellement” ou “ap”	Spécimens de plantes répondant aux critères définis par la Conférence des Parties et commercialisés avec les codes de source A ou D.
“Élevés en captivité” ou “cb”	Spécimens d'espèces animales répondant aux critères définis par la Conférence des Parties et commercialisés avec les codes de source C ou D.
“Non sauvages”	Spécimens commercialisés avec les codes de source A, C, F, R ou D.
Codes de source [résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17)]	<p>W Spécimens prélevés dans la nature.</p> <p>R Spécimens élevés en ranch: spécimens d'animaux élevés en milieu contrôlé, provenant d'œufs ou de juvéniles prélevés dans la nature, où ils n'auraient eu sinon que très peu de chances de survivre jusqu'au stade adulte.</p> <p>D Animaux de l'Annexe I reproduits en captivité à des fins commerciales dans des établissements inscrits au registre du Secrétariat, conformément à la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), et plantes de l'Annexe I reproduites artificiellement à des fins commerciales, ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII de la Convention, paragraphe 4.</p> <p>A Plantes reproduites artificiellement conformément à la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP15), ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5 (spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I reproduits artificiellement à des fins non commerciales et spécimens d'espèces inscrites aux Annexes II et III).</p> <p>C Animaux reproduits en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev.), ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5.</p> <p>F Animaux nés en captivité (F1 ou générations ultérieures) ne répondant pas à la définition d’“élevés en captivité” donnée par la résolution Conf. 10.16 (Rev.), ainsi que leurs parties et produits.</p>

47

48 Introduction

49 Faisant suite aux travaux entrepris entre 2013 et 2016 au titre des décisions 16.63 à 16.66, le Comité
50 permanent a noté qu'il était nécessaire d'accorder plus d'attention au contrôle du commerce des spécimens
51 déclarés comme ayant été élevés en captivité ou en ranch. Il a noté des préoccupations concernant la nature
52 confuse et la complexité du libellé des résolutions CITES actuelles sur le sujet, les vérifications insuffisantes de
53 l'origine légale du cheptel de reproduction utilisé dans les établissements d'élevage en captivité, et la création
54 d'établissements d'élevage en captivité en dehors des pays d'origine des spécimens et des espèces concernés
55 (voir le document [CoP17 Doc. 32](#)).

56 Par conséquent, à la 17^e session de la Conférence des Parties, le Comité permanent a proposé et la
57 Conférence des Parties est convenue d'adopter la décision 17.101, qui se lit comme suit:

58 *Sous réserve de fonds disponibles, le Secrétariat examine les ambiguïtés et les incohérences dans
59 l'application des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII, de la résolution Conf. 10.16 (Rev.), Spécimens
60 d'espèces animales élevés en captivité, de la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), Enregistrement des
61 établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I,
62 de la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17), Réglementation du commerce des plantes, de la résolution
63 Conf. 9.19 (Rev. CoP15), Enregistrement des pépinières qui reproduisent artificiellement des spécimens
64 d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I à des fins d'exportation, de la résolution Conf. 5.10
65 (Rev. CoP15), Définition de l'expression "à des fins principalement commerciales", et de la résolution
66 Conf. 12.3 (Rev. CoP17), Permis et certificats, en ce qui concerne l'utilisation des codes de source R, F, D,
67 A et C, y compris les suppositions sous-jacentes de la politique de la CITES et les interprétations
68 nationales divergentes qui peuvent avoir contribué à l'application inégale de ces dispositions, ainsi que les
69 questions sur l'élevage en captivité soulevées dans le document SC66 Doc. 17, et les questions liées à la
70 légalité des acquisitions, notamment des cheptels souches, soulevées dans le document SC66 Doc. 32.4;
71 soumet l'examen aux Parties et parties prenantes à travers une notification, pour commentaires; et soumet*

72 ses conclusions et recommandations ainsi que les observations des Parties et des parties prenantes au
73 Comité permanent.

74 Le Secrétariat soumettra l'examen, avec les commentaires des Parties et des parties prenantes, au Comité
75 permanent à sa 70^e session (Rosa Khutor, Sotchi, octobre 2018). Le Secrétariat fournira alors également au
76 Comité permanent ses conclusions et recommandations qu'il aura préparées à la lumière de l'examen et des
77 commentaires des Parties et parties prenantes à ce sujet.

78 Conformément à la décision 17.106, le Comité permanent examinera alors les conclusions et les
79 recommandations du Secrétariat conformément à la décision 17.101 et fera des recommandations à la
80 Conférence des Parties, le cas échéant.

81 Historique

82 À l'époque de la rédaction de la Convention, l'élevage en captivité et la reproduction artificielle d'espèces
83 sauvages de la faune et de la flore étaient relativement limités et, de toute évidence, il y avait peu de tentatives
84 de production intensive de nombreuses espèces à des fins commerciales. Comme l'ont montré les travaux
85 récents commandés par le Secrétariat¹ à la demande de la Conférence des Parties, ce n'est plus le cas. Des
86 chiffres plus récents montrent par exemple qu'entre 2007 et 2016 62 % de tous les échanges commerciaux
87 déclarés de spécimens vivants d'espèces animales CITES concernaient des spécimens déclarés comme
88 n'étant pas de source sauvage. Pour les mammifères, 95 % des transactions commerciales concernaient des
89 spécimens de source non sauvage. Le pourcentage des transactions commerciales de spécimens d'animaux
90 déclarés comme n'étant pas de source sauvage augmente chaque année. Cette tendance se reflète pour
91 l'ensemble des ressources naturelles. Selon le rapport intitulé *La situation mondiale des pêches et de*
92 *l'aquaculture 2016* de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du point de
93 vue des approvisionnements alimentaires, l'aquaculture a fourni plus de poissons que les pêcheries de capture
94 pour la première fois en 2014. Cette tendance devrait se poursuivre. De même, la superficie des forêts
95 plantées augmente, tandis que celle des forêts naturelles diminue.

96 Les points de vue des Parties sur les mérites éventuels de l'élevage en captivité et de la reproduction artificielle
97 ont varié au fil des ans et n'ont pas toujours été cohérents d'un taxon à l'autre. La résolution Conf. 1.6,
98 *Résolutions adoptées en séance plénière*, (abrogée en 2002) priait toutes les Parties contractantes
99 d'encourager l'élevage d'animaux pour le commerce d'animaux de compagnie et le préambule de la résolution
100 Conf. 9.19, *Lignes directrices pour l'enregistrement des pépinières exportant des spécimens reproduits*
101 *artificiellement d'espèces inscrites à l'Annexe I*, adoptée en 1994, mais encore en vigueur, reconnaît que la
102 reproduction artificielle de spécimens d'espèces de plantes inscrites à l'Annexe I pourrait constituer une
103 solution économique autre que l'agriculture traditionnelle dans les pays d'origine et pourrait aussi augmenter
104 l'intérêt pour la conservation dans les zones de répartition naturelle. Elle reconnaît en outre qu'en rendant ces
105 spécimens facilement accessibles, la reproduction artificielle de spécimens d'espèces de plantes inscrites à
106 l'Annexe I réduit la pression du prélèvement et a donc un effet favorable sur l'état de conservation des
107 populations sauvages. En revanche, la décision 14.69 de 2007 donne instruction aux Parties, en particulier les
108 États de l'aire de répartition des grands félinins d'Asie inscrits à l'Annexe I ayant des établissements d'élevage
109 intensif de tigres (*Panthera tigris*) à échelle commerciale de prendre des mesures pour limiter la population en
110 captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres dans la nature, déclarant, en d'autres
111 termes, que les tigres ne doivent pas être élevés en captivité pour le commerce de leurs parties et produits.

112 Bien que cela puisse soulager la pression sur les stocks sauvages, la reproduction artificielle et l'élevage en
113 captivité peuvent avoir des effets pervers sur la conservation des espèces dans la nature. Lorsque des plantes
114 inscrites à la CITES sont cultivées en plantation (mixte ou en monoculture), il convient de garder présent à
115 l'esprit que l'habitat naturel peut avoir été éliminé pour faire place à ces plantations. Dans de tels cas, les
116 espèces CITES concernées ont été "sauvées", mais la conservation de la nature dans son ensemble peut avoir
117 souffert. L'histoire récente du commerce du caviar d'esturgeon est également notable. Les stocks sauvages se
118 sont appauvris de plus en plus en mer Caspienne, toutefois lorsque l'approvisionnement en caviar d'origine
119 sauvage a été remplacé par du caviar provenant de poissons d'élevage, cet élevage n'a généralement pas été
120 mené *in situ* dans les États du littoral de la mer Caspienne, mais dans des pays situés en dehors de l'aire de
121 répartition naturelle des espèces concernées. Les efforts de reconstitution des stocks d'esturgeon de la mer
122 Caspienne sont défaillants, ce qui s'explique peut-être par un manque d'incitation, la demande du marché pour
123 le caviar étant désormais satisfaite par d'autres pays. La question de savoir qui bénéficie financièrement du
124 commerce de la faune et de la flore produites en dehors des États de l'aire de répartition est également
125 pertinente à la lumière du préambule de la *résolution Conf. 8.3 (Rev. CoP13), Reconnaissance des avantages*

¹ Voir l'annexe 2 dans AC27 Doc. 17 (Rev. 1) - <https://cites.org/sites/default/files/fra/com/ac/27/F-AC27-17.pdf>.

126 [du commerce de la faune et de la flore sauvages](#), qui reconnaît que les revenus de l'utilisation légale peuvent
127 fournir des fonds et des incitations propres à soutenir la gestion de la faune et de la flore sauvages afin de
128 freiner le commerce illégal.

129 Les avantages et inconvénients, pour la conservation d'une espèce CITES, du commerce de spécimens
130 élevés en captivité ou reproduits artificiellement, peuvent varier selon l'espèce et même dépendre du fait que
131 l'activité est réalisée *in situ* ou *ex situ*. Si ces différents effets se produisent effectivement, les différentes
132 approches à adopter devraient de préférence être clairement approuvées par les Parties afin que les politiques
133 régissant l'application de la Convention soient plus ciblées et contribuent davantage à la conservation de ces
134 espèces. Dans une certaine mesure, c'est déjà le cas pour les tigres.

135 Comme l'offre de certaines espèces sauvages est devenue plus limitée et que la demande a augmenté, une
136 nouvelle tendance est apparue, que l'on peut qualifier de "production sauvage assistée". Pour la faune, cela a
137 été établi depuis un certain temps par l'élevage en ranch, qui, dans la résolution Conf. 11.16 (Rev. CoP15),
138 *Élevage en ranch et commerce des spécimens élevés en ranch d'espèces transférées de l'Annexe I à*
139 *l'Annexe II*, a été reconnu par les Parties comme un système de gestion qui, pour certaines espèces, s'est
140 avéré être une forme d'utilisation durable "sûre" et robuste pour ce qui est du prélèvement de spécimens
141 adultes dans la nature. Cette approche a été étendue à plusieurs autres types de systèmes de production, dont
142 certains ont été résumés dans le document [AC20 Inf. 15](#). Ces systèmes évoluent et se développent en
143 permanence. Les exemples récents comprennent la fragmentation et le bourgeonnement des coraux afin
144 d'augmenter la production. Pour la flore, cette tendance prend souvent la forme de plantations mixtes ou en
145 monoculture qui ne sont que légèrement gérées. La récolte de spécimens de ces plantations pourrait avoir
146 généralement moins d'impact sur la conservation de l'espèce que le prélèvement direct dans la nature – même
147 si les spécimens ne répondent pas à la définition de "reproduits artificiellement". Au fil des années, des efforts
148 ont été faits pour chercher à mieux comprendre et reconnaître ces formes de production et de récolte; un
149 premier examen pour les espèces animales figure dans le document [AC17 Doc. 14 \(Rev. 1\)](#). Pour les plantes,
150 cela a pris la forme de tentatives par certaines Parties d'élargir la définition de l'expression "reproduits
151 artificiellement" afin qu'elle couvre davantage de spécimens. Lors d'échanges avec le Secrétariat, plusieurs
152 Parties ont exprimé leur mécontentement de voir que le commerce de spécimens issus de telles formes de
153 production et de récolte était traité de façon trop stricte dans les réglementations CITES en vigueur.

154 La question du lien entre les populations d'espèces dans la nature d'une part et les établissements d'élevage
155 en captivité et de reproduction artificielle d'autre part est une question clé. Le commerce de spécimens élevés
156 en captivité/reproduits artificiellement peut avoir un effet négatif si l'on fait passer des spécimens d'origine
157 sauvage comme élevés en captivité ou reproduits artificiellement. Un tel commerce peut peut-être aussi
158 accroître la demande qui peut ensuite être satisfaite par le prélèvement illégal ou non durable de spécimens
159 dans la nature. D'un autre côté, la disponibilité de spécimens élevés en captivité/reproduits artificiellement peut
160 aider à répondre à la demande, qui serait autrement satisfaite par des spécimens prélevés dans la nature. Il
161 semble y avoir peu de preuves concrètes à l'appui de l'une ou l'autre de ces hypothèses.

162 Un commerce accru de spécimens élevés en captivité/reproduits artificiellement peut aussi avoir une influence
163 sur les incitations à la conservation d'espèces dans la nature, mais ces incitations peuvent varier selon que
164 l'élevage en captivité/la reproduction artificielle a lieu à l'intérieur ou à l'extérieur de l'aire de répartition naturelle
165 de l'espèce. À cet égard, bien que cela ne soit pas mentionné dans le cadre de référence de cet examen, les
166 dispositions de la résolution Conf. 13.9, *Encourager la coopération entre les Parties où se trouvent des*
167 *établissements d'élevage ex situ et celles qui réalisent des programmes de conservation in situ*, sont
168 importantes.

169 Ces effets, parfois conflictuels et contradictoires, entravent la recherche d'une approche cohérente pour
170 contrôler le commerce de spécimens élevés en captivité et reproduits artificiellement.

171 Il convient de noter que ceci est loin d'être la première tentative visant à clarifier l'application des paragraphes 4
172 et 5 de l'Article VII et des dispositions et résolutions connexes – voir le document [CoP10 Doc. 10.67](#) par
173 exemple.

174 Bref historique de la réglementation CITES du commerce des spécimens non prélevés dans la nature.

175 À compléter (tableau)

176 Examen des dispositions, ambiguïtés et incohérences, et questions pouvant nécessiter une attention
177 particulière

178 **1. Application des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII**

179 **1.1 Vue d'ensemble**

180 Les paragraphes 4 et 5 de l'Article VII autorisent que le commerce de spécimens "élevés en captivité"
181 et "reproduits artificiellement" selon les définitions établies soit entrepris avec des contrôles qui ne
182 sont pas aussi stricts que ceux qui régissent le commerce de spécimens prélevés dans la nature.

183 Le paragraphe 4 de l'Article VII stipule que les spécimens d'espèces de l'Annexe I élevés en captivité
184 ou reproduits artificiellement à des fins commerciales sont considérés comme des spécimens
185 d'espèces inscrites à l'Annexe II et donc commercialisés en vertu de l'Article IV. Cela signifie, par
186 exemple, qu'ils peuvent être importés à des fins principalement commerciales, tout en faisant l'objet
187 d'un avis de commerce non préjudiciable. L'utilisation de cette disposition est conditionnée par deux
188 résolutions – voir les sections 6 et 7 du présent document.

189 Le paragraphe 5 de l'Article VII stipule que, pour les spécimens élevés en captivité ou reproduits
190 artificiellement, un certificat délivré par l'organe de gestion à cet effet est accepté à la place des
191 permis et certificats requis conformément aux dispositions des Articles III, IV ou V (cette disposition
192 s'applique aux spécimens d'espèces inscrites aux Annexes I, II ou III). Les implications pratiques de
193 l'utilisation des certificats d'élevage en captivité/reproduction artificielle sont indiquées dans le tableau
194 de la section 2 du présent document.

195 Cependant, comme indiqué en premier dans la résolution Conf. 2.12, *Spécimens élevés en captivité*
196 *ou reproduits artificiellement*, les dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII doivent être
197 appliquées séparément – tout spécimen de l'Annexe I ne peut pas être considéré comme de
198 l'Annexe II en vertu du paragraphe 4 de l'Article VII et ensuite recevoir un certificat d'élevage en
199 captivité/reproduction artificielle en vertu du paragraphe 5 de l'Article VII.

200 Afin d'aider à distinguer les spécimens de source sauvage de ceux qui ont été élevés en captivité ou
201 issus de reproduction artificielle (et peuvent donc bénéficier d'exemptions au titre des paragraphes 4
202 et 5 de l'Article VII), la résolution Conf. 3.6, *Normalisation des permis et certificats émis par les Parties*
203 introduit des codes de source à inclure dans les permis et les certificats. À l'époque, il s'agissait de
204 "W", "C" et "A", avec un code de source "O" pour les spécimens qui ne correspondaient pas à ces
205 trois catégories.

206 Aujourd'hui, les codes de source figurent dans la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17), qui est décrite
207 plus en détail au paragraphe 2 du présent document.

208 L'expression "à des fins commerciales" du paragraphe 4 de l'Article VII est traitée dans la résolution
209 Conf. 5.10 (Rev. CoP15), la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) et la résolution Conf. 9.19
210 (Rev. CoP15), examinées aux paragraphes 3, 6 et 7 du présent document.

211 **1.2 Ambiguïtés et incohérences**

212 Le Secrétariat a noté des différences d'opinions fondamentales entre les Parties, concernant
213 l'application des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII de la Convention et les permis ou certificats requis.
214 Le paragraphe 3 i) de la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) indique que les codes de source D, A et
215 C, c'est-à-dire des spécimens élevés en captivité/reproduits artificiellement, ne doivent être utilisés
216 que lorsque les paragraphes 4 et 5 de l'Article VII sont appliqués. Toutefois, le Secrétariat a observé
217 que certaines Parties estiment que les spécimens élevés en captivité/reproduits artificiellement
218 peuvent également être commercialisés en vertu des Articles III et IV. En ce qui concerne le
219 paragraphe 5 de l'Article VII, il n'est pas clair si l'utilisation de certificats d'élevage en
220 captivité/reproduction artificielle est obligatoire ou non.

221 De nombreuses Parties utilisent le formulaire CITES standard figurant à l'annexe 2 de la résolution
222 Conf. 12.3 (Rev. CoP17) en tant que documentation CITES. Compte tenu de la manière dont le
223 formulaire est conçu, il est important d'y indiquer clairement si le document délivré est un permis
224 d'exportation délivré en vertu des Articles III, IV ou V ou un certificat d'élevage en
225 captivité/reproduction artificielle délivré en vertu du paragraphe 5 de l'Article VII. Jusqu'à la CoP12, la

226 résolution Conf. 10.2 (Rev.), *Permis et certificats*, précisait que tout formulaire délivré devait indiquer
227 s'il était délivré en tant que certificat d'élevage en captivité/reproduction artificielle ou non, mais cette
228 instruction spécifique a été supprimée par la suite.

229 Après le remplacement de la résolution Conf. 2.12 par la résolution Conf. 10.16, les indications selon
230 lesquelles les dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII devaient être appliquées séparément
231 ont été supprimées. Il n'est pas certain que cela ait créé des malentendus pour les Parties.

232 Les contrôles du commerce relevant du paragraphe 4 de l'Article VII sont rigoureux, car les
233 spécimens sont traités comme s'ils étaient inscrits à l'Annexe II; cependant, les contrôles du
234 commerce conformément au paragraphe 5 de l'Article VII sont vraisemblablement plus faibles, car
235 une fois qu'il a été déterminé qu'un spécimen a été élevé en captivité ou reproduit artificiellement, seul
236 un certificat à cet effet est requis. Cela met en évidence l'importance de disposer de définitions claires
237 des expressions "élevés en captivité" et "reproduits artificiellement" pour une application rigoureuse et
238 précise. Les définitions actuelles ne sont peut-être pas assez claires, comme cela est expliqué aux
239 paragraphes 4 et 5 ci-dessous.

240 2. Résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17), *Permis et certificats*

241 2.1 Vue d'ensemble

242 Cette résolution fait la liste des codes de source à utiliser sur les permis et certificats pour les
243 spécimens de source non sauvage. Ceux-ci sont énumérés au paragraphe 3 i) de la résolution et
244 comprennent les codes R, D, A, C et F pertinents pour la question qui nous intéresse. La plupart des
245 définitions des termes couverts par les codes de source ne se trouvent cependant pas dans la
246 résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17), mais sont répartis dans cinq autres résolutions.

247 L'utilisation des codes de source C et A semble relativement simple et s'applique au paragraphe 5 de
248 l'Article VII. Lorsque des spécimens élevés en captivité ou reproduits artificiellement proviennent d'un
249 établissement ou d'une pépinière enregistrée (voir les sections 6 et 7), ils peuvent être
250 commercialisés en vertu du paragraphe 4 de l'Article VII et reçoivent le code D au lieu de C ou A.

251 Concernant le code de source R, les obligations pour les Parties sont différentes, selon que le
252 spécimen concerné appartient à une population transférée de l'Annexe I à l'Annexe II en vertu des
253 dispositions du paragraphe A. 2. b) de l'annexe 4 de la [résolution Conf. 9.24 \(Rev. CoP17\), Critères](#)
254 [d'amendement des Annexes I et II](#) (ledit "transfert pour élevage en ranch") ou non. Dans les deux cas,
255 les dispositions des Articles III et IV s'appliquent à tous les permis délivrés, mais dans le cas de
256 spécimens d'espèces transférées de l'Annexe I à l'Annexe II à des fins d'élevage en ranch, des
257 obligations supplémentaires de suivi et de rapport, décrites dans la [résolution Conf. 11.16](#)
258 [\(Rev. CoP15\), Élevage en ranch et commerce des spécimens élevés en ranch d'espèces transférées](#)
259 [de l'Annexe I à l'Annexe II](#) s'appliquent.

260 Le code de source F est appliqué aux spécimens nés en captivité, mais ne répondant pas aux
261 conditions requises pour être considérés comme élevés en captivité selon la résolution Conf. 10.16
262 (Rev.) et ainsi répondre aux critères pour l'utilisation du code de source C.

263 Les exigences d'autorisation pour les spécimens ayant des codes de source R et F sont identiques à
264 celles pour les spécimens de source sauvage.

265 Le tableau suivant résume les permis ou certificats requis pour les spécimens selon chaque code de
266 source et certaines des obligations qui en découlent, nécessaires avant la délivrance des permis ou
267 certificats.

Code de source	Annexe	Document(s) requis	Avis de commerce non préjudiciable nécessaire?	Avis d'acquisition légale nécessaire?	Importation à des fins principalement commerciales autorisée?	Dispositions de la Convention
C/A	I	Certificat de cb/ap	NON*	NON*	OUI	Art. VII.5
	II	Certificat de cb/ap	NON*	NON*	OUI	Art. VII.5
D	I = II	Permis d'exportation	OUI	OUI	OUI	Art. VII.4
R	I	Permis d'exportation et d'importation	OUI	OUI	NON	Art. III
	II	Permis d'exportation	OUI	OUI	OUI	Art. IV
F	I	Permis d'exportation et d'importation	OUI	OUI	NON	Art. III
	II	Permis d'exportation	OUI	OUI	OUI	Art. IV
W	I	Permis d'exportation et d'importation	OUI	OUI	NON	Art. III
	II	Permis d'exportation	OUI	OUI	OUI	Art. IV

268

269 * Bien que non nécessaire pour les spécimens dans le commerce, nécessaire pour le stock parental de
 270 l'établissement en vertu de la résolution Conf. 10.16 (Rev.) pour les animaux et la résolution
 271 Conf. 11.11 (Rev. CoP17) pour les plantes.

272 La résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) décrit l'information à inclure sur les permis et certificats CITES,
 273 y compris les certificats d'élevage en captivité et de reproduction artificielle. Dans son annexe 2, elle
 274 contient aussi un formulaire normalisé pour les permis et certificats CITES, leur contenu et (dans la
 275 mesure du possible) le modèle recommandé aux Parties.

276 **2.2 Ambiguïtés et incohérences**

277 Concernant l'utilisation des codes de source, le paragraphe 3 i) de la résolution recommande que les
 278 codes de source D, C et A ne soient utilisés que dans le contexte de l'application des paragraphes 4
 279 et 5 de l'Article VII, mais cela n'est pas appliqué par toutes les Parties, car certaines utilisent
 280 également les codes de source C et A sur les permis d'exportation délivrés en vertu des Articles III et
 281 IV. Cela peut être dû au fait qu'elles appliquent des mesures nationales plus strictes ou qu'elles ont
 282 une compréhension différente du type de permis et de certificat à délivrer dans certaines
 283 circonstances. Le fait que certains codes de source soient définis dans la résolution et d'autres pas ne
 284 facilite pas les choses. Le code de source F est défini dans la résolution, mais seulement par rapport
 285 aux qualités que le spécimen concerné ne présente pas, plutôt que dans un sens positif. Cela semble
 286 avoir entraîné l'utilisation de la source F lorsque le choix du code à utiliser n'est pas clair. Les
 287 exigences en matière de permis pour les spécimens ayant les codes de source F et R sont identiques
 288 à celles du code de source W, ce qui soulève la question de l'objet de ces codes, car ils compliquent
 289 l'application de la Convention sans avantages perceptibles.

290 Il est à noter que, peut-être par omission, en ce qui concerne l'utilisation du code de source D, la
 291 résolution ne mentionne pas la résolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15) concernant la reproduction
 292 artificielle des plantes de la manière dont la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) est mentionnée pour
 293 les animaux.

294 Le formulaire CITES standard figurant à l'annexe 2 de la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) ne
 295 distingue pas clairement les cas où il est utilisé comme permis d'exportation au titre de l'Article III ou
 296 IV ou lorsqu'il est utilisé comme certificat d'élevage en captivité ou de reproduction artificielle en vertu
 297 du paragraphe 5 de l'Article VII. La case "Autre" peut être cochée en haut du formulaire où le type de
 298 permis ou de certificat est indiqué, mais cela ne permet toujours pas de clarifier la situation.

299 **3. Résolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15), Définition de l'expression "à des fins principalement
 300 commerciales"**

301 **3.1 Vue d'ensemble**

302 Cette résolution fournit des recommandations aux Parties lorsqu'elles évaluent si l'importation d'un
 303 spécimen d'une espèce de l'Annexe I entraîne son utilisation à des fins principalement commerciales

304 [Article III, paragraphes 3 (c) et 5 (c)]. Néanmoins, certains des principes généraux et des exemples
305 figurant dans son annexe renvoient aux exemptions prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'Article VII. Il
306 n'est cependant pas très clair si les orientations doivent être utilisées en relation avec l'application de
307 l'Article III ou des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII.

308 Par exemple, la section e) de l'annexe porte sur les programmes d'élevage en captivité, en particulier
309 en ce qui concerne la nature commerciale de toute importation de spécimens d'espèces de
310 l'Annexe I. Le texte pourrait être interprété comme confirmant que l'importation de spécimens élevés
311 en captivité (et, par extension, de spécimens végétaux reproduits artificiellement) devrait avoir lieu en
312 vertu des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII et non des Articles III et IV. La résolution contient
313 également quelques principes généraux et des exemples de "fins principalement commerciales" à
314 utiliser dans le contexte des importations de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I au titre de
315 l'Article III.

316 3.2 Ambiguités et incohérences

317 Les exemples figurant dans l'annexe de la résolution soulèvent des questions importantes.

318 Lorsque l'on se réfère aux importations de spécimens d'espèces de l'Annexe I à des fins d'élevage en
319 captivité, il est difficile de vérifier si l'on fait référence à des spécimens qui, eux-mêmes, sont élevés
320 en captivité ou à des spécimens sauvages qui sont utilisés dans l'élevage en captivité. Le texte
321 renvoie à la résolution Conf. 10.16 (Rev.) définissant l'expression "élevés en captivité", ce qui pourrait
322 supposer que l'on est dans le premier cas. Toutefois, la résolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) poursuit
323 en faisant référence à l'importation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I élevés en captivité
324 qui pourrait être autorisée à des fins commerciales à condition que tous les profits soient réinvestis
325 dans la poursuite du programme d'élevage en captivité dans l'intérêt de l'espèce et l'on doit présumer
326 que cela fait référence au commerce de spécimens de source W commercialisés conformément à
327 l'Article III parce que, comme l'explique le texte, le commerce de spécimens portant les codes D et C
328 ne relève pas de l'Article III.

329 En outre, le texte attribue des obligations à la résolution Conf. 10.16 (Rev.) que l'on ne trouve pas
330 dans cette résolution, c'est-à-dire les importations doivent, en priorité, viser la protection à long terme
331 de l'espèce concernée.

332 La résolution fait référence à l'utilisation de l'expression "à des fins principalement commerciales" en
333 relation avec l'importation de spécimens au titre de l'Article III. Cependant, l'expression semblable
334 "élevés en captivité à des fins commerciales" est utilisée dans le paragraphe 4 de l'Article VII et est
335 définie dans la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) de manière légèrement différente. Dans ce
336 dernier cas, certaines Parties considèrent que c'est le caractère commercial de l'élevage qui est en
337 cause et non la nature de la transaction commerciale qui a lieu ultérieurement avec le spécimen. Elles
338 autorisent donc les établissements où l'élevage en captivité de spécimens d'espèces inscrites à
339 l'Annexe I n'est pas principalement entrepris pour obtenir un bénéfice économique (ce qu'on appelle
340 les "*hobby breeders*", les éleveurs amateurs) à exporter de tels spécimens à des fins commerciales.
341 De nombreuses Parties importatrices de ces spécimens, voyant que les spécimens sont élevés en
342 captivité et donc commercialisés en vertu du paragraphe 5 de l'Article VII, autorisent ensuite
343 l'importation même si les spécimens doivent être utilisés à des fins principalement commerciales. Un
344 tel ensemble d'événements écarte la nécessité d'enregistrer les établissements d'élevage en vertu de
345 la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) – voir la section 6 du présent document.

346 La résolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15) n'aborde pas la définition des fins commerciales en relation
347 avec la reproduction artificielle des espèces de plantes de l'Annexe I.

348 4. Résolution Conf. 10.16 (Rev.), *Spécimens d'espèces animales élevés en captivité*

349 4.1 Vue d'ensemble

350 La résolution définit l'expression "élevés en captivité" utilisée aux paragraphes 4 et 5 de l'Article VII,
351 (codes de source C et D) et s'applique aux spécimens d'espèces des Annexes I, II ou II et III,
352 indépendamment du fait que l'élevage ou le commerce soit commercial ou non commercial. Les
353 principales caractéristiques sont le degré de contrôle par l'éleveur du milieu dans lequel l'espèce a été
354 produite ainsi que les qualités du stock reproducteur utilisé pour produire la descendance: ce stock
355 doit être légalement établi en vertu de la législation nationale et de la CITES et d'une manière non

356 préjudiciable à la survie de l'espèce. À quelques exceptions près, l'établissement doit être
357 autosuffisant, c'est-à-dire ne plus prélever de spécimens dans la nature. Enfin, l'établissement doit
358 avoir produit des descendants F2 ou les générations suivantes – ou être géré d'une manière
359 démontrant qu'il était capable de le faire.

360 En réponse aux préoccupations concernant la véracité de certaines allégations selon lesquelles des
361 spécimens avaient été élevés en captivité conformément à cette résolution et, par conséquent, les
362 permis et certificats CITES délivrés sur la base de ces déclarations, les Parties ont adopté la
363 résolution Conf. 17.7, *Étude du commerce des spécimens d'animaux signalés comme produits en*
364 *captivité.*

365 **4.2 Ambiguïtés et incohérences**

366 Les Parties ont rencontré des difficultés pour prouver l'origine légale des stocks reproducteurs utilisés
367 pour produire les spécimens élevés en captivité. Cela est particulièrement le cas lorsque le cheptel
368 reproducteur original a été acquis depuis de nombreuses années alors qu'il n'y avait peut-être aucune
369 raison de croire que de tels documents permettant de confirmer l'origine légale des spécimens
370 pourraient être importants des années plus tard. Au contraire, comme démontré dans le document
371 [SC66 Doc. 32.4](#), il y a eu plusieurs cas où des spécimens qui avaient très probablement été obtenus
372 illégalement ont été incorporés dans des cheptels reproducteurs produisant des spécimens élevés en
373 captivité qui, par la suite, ont fait l'objet d'un commerce international. L'absence d'approche
374 normalisée dans ce domaine pose des problèmes. Cette question doit être examinée par le Comité
375 permanent en vertu du paragraphe c) de la décision 17.66 et lors d'un atelier qui se tiendra en juin
376 2018.

377 Le paragraphe 2 b) ii) B de la résolution autorise l'ajout de spécimens sauvages au cheptel
378 reproducteur, mais fournit des orientations sur les circonstances dans lesquelles cela peut se justifier,
379 ce qui peut donner lieu à diverses interprétations. Bien qu'il puisse être plus clair de limiter la définition
380 de l'expression "élevés en captivité" aux spécimens élevés en captivité dans des établissements qui
381 ne prélèvent plus de spécimens dans la nature, certaines Parties s'inquiètent qu'une telle restriction
382 puisse entraver les tentatives d'élevage d'espèces en captivité. Il sera peut-être nécessaire de trouver
383 un équilibre entre le besoin de procédures claires et simples et la viabilité économique et biologique
384 de certains établissements.

385 Le paragraphe 2 b) ii) C 2 permet une exception au principe général selon lequel les spécimens
386 élevés en captivité devraient être limités à ceux de la génération F2 et au-delà. Là encore, des
387 difficultés ont été rencontrées pour déterminer quand de telles exceptions s'appliquent. Il pourrait être
388 plus facile d'appliquer pour tous les spécimens une obligation de démontrer qu'ils sont de la
389 génération F2 ou au-delà. Là encore, certaines Parties affirment que cela pourrait gêner certains
390 établissements commerciaux d'élevage en captivité, mais cela pourrait être un prix à payer si une
391 simplification des règles pouvait améliorer l'application de la Convention au profit de la conservation
392 des espèces concernées.

393 Des dispositions de ce type, susceptibles de faire l'objet d'interprétations différentes, rendent plus
394 difficile l'application harmonieuse de la Convention. Indépendamment de la clarté ou de la simplicité
395 des instructions, les Parties risquent toujours d'être victimes de déclarations frauduleuses d'élevage
396 en captivité. À cet égard, la résolution Conf. 17.7 devrait aider à identifier les cas de fraude qui ont
397 échappé à l'attention des autorités nationales.

398 **5. Résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17), Réglementation du commerce des plantes**

399 **5.1 Vue d'ensemble**

400 Cette résolution définit l'expression "reproduits artificiellement" à utiliser dans l'application des
401 dispositions spéciales des paragraphes 4 et 5 de l'Article VII et s'applique aux spécimens d'espèces
402 inscrites aux Annexes I, II et III, que la multiplication ou le commerce soit commercial ou non
403 commercial. À l'origine, c'était la seule résolution dans laquelle des indications sur ce point pouvaient
404 être trouvées; cependant, cela a par la suite été complété par des orientations complémentaires dans
405 la résolution Conf. 16.10, *Application de la Convention aux taxons produisant du bois d'agar* et la
406 résolution Conf. 10.13 (Rev. CoP15), *Application de la Convention aux essences forestières.*

407 Les principales caractéristiques sont le degré de contrôle par le cultivateur du milieu dans lequel
408 l'espèce a été produite et les qualités du stock parental cultivé utilisé pour produire les plantes
409 multipliées. Ce stock doit être légalement établi en vertu de la législation nationale et de la CITES et
410 d'une manière non préjudiciable à la survie de l'espèce. Le degré d'autosuffisance de l'établissement
411 de multiplication – c.-à-d. lui permettant de ne plus prélever de spécimens dans la nature – est moins
412 contraignant que pour les animaux. Au fil des années, des dispositions spéciales ont été ajoutées à la
413 définition en ce qui concerne les plantes greffées, les cultivars, les hybrides, les plantules en flacons,
414 les plantes sauvées, les plantations de taxons producteurs de bois d'agar et d'autres arbres produits
415 dans des plantations monospécifiques. Il en résulte un ensemble de règles très complexes qui sont
416 difficiles à suivre pour les non-spécialistes.

417 La fécondité des plantes et la facilité avec laquelle de nombreuses espèces peuvent être reproduites
418 artificiellement signifient que les préoccupations concernant l'impact des fausses déclarations peuvent
419 être moindres que pour les taxons animaux. Toutefois, les préoccupations persistent, en particulier
420 pour des espèces telles que des orchidées et des cactus rares. Elles peuvent même être importantes
421 si de vastes forêts semi-naturelles, par exemple, sont considérées comme étant "dans des conditions
422 contrôlées" et que les spécimens qui en sont issus sont en conséquence traités comme s'ils étaient
423 reproduits artificiellement.

424 5.2 Ambiguïtés et incohérences

425 L'examen du diagramme de la page 7 du document SC69 Inf. 3 – *Guide d'application des codes de*
426 *source CITES*, montre que la définition de l'expression "reproduits artificiellement" est très compliquée
427 et que son application pose un problème aux Parties. Le fait qu'elle soit répartie sur trois résolutions
428 différentes ne conduit pas non plus à une application correcte. Il semble assez incongru que le
429 paragraphe 4 de la résolution permette de décrire les spécimens prélevés dans la nature comme
430 reproduits artificiellement dans certaines circonstances. Comme pour la définition d'"élévés en
431 captivité", des orientations sur l'acquisition légale seraient utiles et il pourrait être sage d'explorer la
432 possibilité de simplifier la définition, en particulier en retirant les exceptions aux dispositions
433 générales.

434 Aucune procédure de respect de la Convention pour des déclarations de reproduction artificielle n'a
435 été mise en place par la Conférence des Parties.

436 Il convient de noter que, conformément à la décision 17.175, le Comité pour les plantes examine
437 également l'applicabilité et l'utilité des définitions actuelles des expressions "reproduction artificielle" et
438 "dans des conditions contrôlées" figurant dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17) afin de faire des
439 recommandations au Comité permanent. En outre, en vertu de la décision 16.156 (Rev. CoP17), le
440 Comité pour les plantes, après avoir examiné les systèmes actuels de production d'espèces d'arbres,
441 y compris les plantations mixtes et monospécifiques, est en train d'évaluer l'applicabilité des
442 définitions actuelles de la reproduction artificielle dans la résolution Conf. 10.13 (Rev. CoP15),
443 *Application de la Convention aux essences forestières* et la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17),
444 *Réglementation du commerce des plantes*. Le Secrétariat a suivi ces délibérations au sein du Comité
445 pour les plantes et en tiendra compte lorsqu'il proposera ses conclusions et recommandations
446 découlant du présent examen au Comité permanent à sa 70^e session. Toutefois, afin de proposer à la
447 Conférence des Parties une approche cohérente à ce sujet, le Comité permanent devra combiner ses
448 recommandations au titre de la décision 17.106 avec celles formulées au titre de la décision 17.177.

449 6. Résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), *Enregistrement des établissements élevant en captivité à des* 450 *fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I*

451 6.1 Vue d'ensemble

452 Au fil des années, les dispositions qui fournissent des orientations relatives à l'application du
453 paragraphe 4 de l'Article VII, en ce qui concerne les spécimens d'espèces animales de l'Annexe I
454 dont il a été déterminé qu'ils ont été élevés en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16
455 (Rev.) ont évolué et changé considérablement.

456 La version actuelle de la résolution limite l'utilisation des dispositions spéciales du paragraphe 4 de
457 l'Article VII aux spécimens provenant d'élevages figurant dans le *Registre des établissements élevant*
458 *en captivité des espèces animales inscrites à l'Annexe I à des fins commerciales*, maintenu par le
459 Secrétariat sur le site Web de la CITES. L'enregistrement nécessite une documentation substantielle

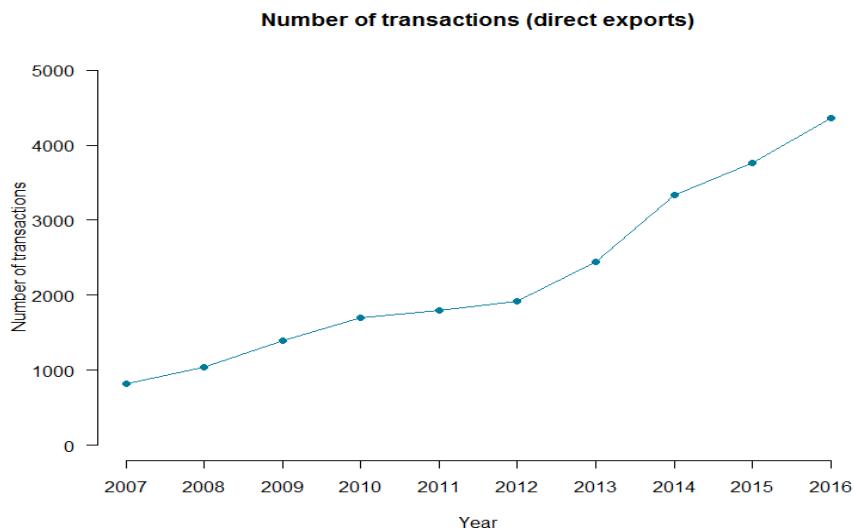
et peut être contesté par d'autres Parties. Si le cas d'un enregistrement contesté ne peut être résolu, y compris avec des orientations fournies par le Comité pour les animaux, il est arbitré par le Comité permanent.

Les spécimens d'espèces animales inscrites à l'Annexe I provenant d'établissements dûment enregistrés peuvent être commercialisés comme s'il s'agissait de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II – c.-à-d. qu'ils peuvent être importés à des fins principalement commerciales.

6.2 Ambiguités et incohérences

Les procédures d'enregistrement des établissements de manière à ce qu'ils puissent bénéficier des dispositions spéciales du paragraphe 4 de l'Article VII sont rigoureuses. Cependant, de nombreuses Parties n'appliquent pas cette résolution. Certaines Parties ont un très grand nombre d'établissements d'élevage en captivité à des fins commerciales sur leur territoire. Cela conduit à une approche incohérente, car de nombreux spécimens d'espèces animales de l'Annexe I élevés en captivité sont exportés à partir d'établissements non enregistrés, mais en utilisant le code de but "T" pour le commerce. De 2007 à 2016, il y a eu 22 650 exportations de ce type impliquant 110 taxons de l'Annexe I. Les principales espèces impliquées étaient des rapaces et des perroquets. Ce type de commerce est en augmentation.

Figure 1: Exportations de spécimens d'espèces de l'Annexe I élevés en captivité à des fins commerciales dans des établissements non enregistrés.



Ces contrôles semblent être essentiellement détournés lorsque les Parties qui sont des pays d'exportation déterminent que même si l'exportation et l'importation ultérieures sont de nature commerciale, le but de l'élevage, défini au paragraphe 1 de la résolution, n'est pas commercial et que par conséquent les spécimens n'ont pas été élevés en captivité à des fins commerciales et peuvent ainsi être exportés en vertu du paragraphe 5 de l'Article VII et non du paragraphe 4 de l'Article VII. Bien que cela soit contraire à la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17), ces spécimens sont parfois aussi commercialisés en vertu de l'Article III de la Convention et la Partie qui exporte prétend que si l'exportation peut être commerciale, l'importation ultérieure ne l'est pas et que par conséquent ce commerce est autorisé.

En revanche, les Parties qui appliquent la résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) doivent se conformer à un processus complexe et bureaucratique avant que leurs établissements puissent être proposés pour inscription au *Registre des établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I*. Il est difficile de concilier les contrôles rigoureux imposés à l'enregistrement des établissements et la facilité avec laquelle ces contrôles peuvent être circonvenus par les Parties qui ne souhaitent pas être contraintes. Cette juxtaposition est frappante et le Secrétariat estime, depuis longtemps, que le processus d'enregistrement est long, coûteux et inefficace (voir les documents [CoP10 Doc. 10.67](#), [CoP12 Doc. 55.1](#) et [CoP15 Doc. 18 Annexe 2. a](#)). Des modifications mineures de la résolution Conf. 12.10 ont été faites à la CoP15, mais depuis lors, l'ampleur des exportations commerciales de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I provenant

498 d'établissements non enregistrés a continué d'augmenter, comme le montre la figure 1. De plus, de
499 nouvelles espèces ont récemment été inscrites à l'Annexe I, comme le Perroquet gris, *Psittacus*
500 *erithacus*, qui est élevé en captivité en très grand nombre à des fins commerciales. Une Partie à elle
501 seule [a exporté plus de 42 000 spécimens avec le code de source C en 2012](#) avec semble-t-il plus de
502 1630 établissements élevant l'espèce, presque exclusivement pour l'exportation.
503

503 L'application de cette résolution est compliquée par les systèmes d'élevage utilisant des
504 établissements satellites, comme pour certaines espèces de crocodiliens en Asie du Sud-Est. Dans
505 ces cas, l'élevage proprement dit des spécimens est effectué par un très grand nombre de petits
506 établissements qui transmettent ensuite les spécimens dans le même État à un petit nombre
507 d'établissements enregistrés qui procèdent à l'exportation des spécimens. Cette situation semble
508 fonctionner sans porter préjudice aux populations sauvages, mais n'est pas correctement prévue
509 dans la résolution.

510 Les nouveaux contrôles de respect de la Convention énoncés dans la résolution Conf. 17.7 semblent
511 avoir atténué certaines des préoccupations exprimées par les Parties lorsque des changements
512 importants apportés à la résolution Conf. 12.10 ont été proposés dans le passé. Le Secrétariat n'a
513 pas les ressources nécessaires pour visiter les établissements qui souhaitent être enregistrés et
514 dépend donc presque entièrement des organes de gestion dans les Parties où ceux-ci sont situés
515 pour obtenir des informations à leur sujet.

516 7. **Résolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15), *Enregistrement des pépinières qui reproduisent***
517 ***artificiellement des spécimens d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I à des fins d'exportation***

518 7.1 Vue d'ensemble

519 Cette résolution donne des orientations sur l'application du paragraphe 4 de l'Article VII en ce qui
520 concerne les spécimens d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I, qui ont été déterminés comme
521 ayant été reproduits artificiellement au titre des résolutions Conf. 11.11 (Rev. CoP17), Conf. 16.10 et
522 Conf. 10.13 (Rev. CoP15).

523 Comme pour les animaux, la résolution prévoit un registre des établissements qui reproduisent
524 artificiellement des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I à des fins commerciales, mais
525 contrairement aux animaux, l'enregistrement est confié aux organes de gestion de la Partie où est
526 située la pépinière. D'autres Parties peuvent contester l'enregistrement de l'établissement si elles
527 peuvent démontrer qu'il ne remplit pas les obligations d'enregistrement et dans de tels cas c'est au
528 Secrétariat de retirer l'établissement du registre après consultation avec l'organe de gestion de la
529 Partie où se trouve la pépinière.

530 7.2 Ambiguïtés et incohérences

531 La clause de préambule de cette résolution, qui stipule:

532 *RECONNAISSANT que les pépinières qui ne sont pas enregistrées peuvent continuer d'exporter*
533 *des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I reproduits artificiellement en suivant les*
534 *procédures habituelles d'obtention des permis d'exportation.*

535 est plutôt ambiguë et l'on ne sait pas clairement de quels types de "procédures habituelles" il s'agit. Si
536 les pépinières non enregistrées sont en mesure d'exporter des spécimens reproduits artificiellement
537 d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I en vertu du paragraphe 5 de l'Article VII et en utilisant le
538 code de source A, le but de l'enregistrement peut sembler discutable.

539 Autant que le Secrétariat s'en souvienne, il n'a jamais retiré de pépinières du registre à la demande
540 d'une autre Partie et il serait plus approprié que ces établissements contestés soient évalués par des
541 pairs d'autres Parties, dans le cadre du Comité permanent plutôt que par le Secrétariat lui-même.

544 Réponses des Parties et parties prenantes à la notification aux Parties n° 2018/0XX demandant des
545 commentaires sur le projet d'examen.

546

547 [à ajouter]

Annex 8

(in the original language / dans la langue d'origine / en el idioma original)

----- Forwarded by Pascal PERRAUD/UNEP/GVA/UNO on 26-06-18 07:59 -----

From: cites.sede@ibama.gov.br
To: info@cites.org
Cc: claudia.mello@ibama.gov.br
Date: 25-06-18 21:16
Subject: Fwd: Response to Notification to the Parties No. 2018/048

Dear colleagues,

The comments on the Notification to the Parties No. 2018/048 are bellow. I sent a message in 22 june 2018, but I realize today that, by mistake, it was without the text. Thank you very much.

- Comments on the table under line 236, page 6.

The table considers that specimens of the appendix I and source D are considered specimens of appendix II not bred in captivity. Then, a non-detiment finding (NDF) and a legal acquisition finding are required, despite of the exported specimens are F2 bred in captivity. In this case, is the NDF needed, in addition to the inclusion of the facility in the Secretariat's Register? Or is the Register, itself, a NDF? Why not consider specimens of the appendix I and source D as specimens of appendix II bred in captivity (ID = IIC)?

Best regards,

Octávio Valente
Brazilian Institute of Environment and Renewable Natural
Resources/Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos
Naturais Renováveis - IBAMA
Departement of Sustainable Use of Biodiversity and Forests/Diretoria
de Uso Sustentável da Biodiversidade e Florestas – DBFLO/IBAMA
Management Authority - Brazil
SCEN, Trecho 2
Ed. sede do IBAMA
70.818-900, BRASÍLIA/DF

CANADA'S COMPILATION

of

AMBIGUITIES AND INCONSISTENCIES

IN CITES PROVISIONS RELATING TO THE TRADE IN SPECIMENS OF ANIMALS AND PLANTS NOT OF WILD SOURCE

Introduction to Canada's compilation of ambiguities and inconsistencies

Canada is aware of many ambiguities and inconsistencies that exist within Resolutions, between Resolutions, and between the implementing Resolutions and the text of the Convention. We have identified these in our response below, if they have not been mentioned already by the Secretariat. We have also included some recommendations for relatively easy amendments to address some of the issues. We have no additional comments relation to sections 5 and 7.

Canada has concerns that simple amendments will not address some more fundamental issues, and that further discussion is warranted, as elaborated in sections 1.2, 2.2, 3.2 and 6.2 ("Recommendation for continued discussion"). For example, at a basic level, the purpose of Articles VII.4 and VII.5, their relationship to Article III, and their relationship to one another, are not clear in the text of the Convention and are not clearly explained in Resolutions. Contradictory and ambiguous information exists among Resolutions for those seeking understanding of these Articles. There is significantly more guidance for implementation of Article VII.4 compared with Article VII.5, and the implementation of each could bear a careful review in light of today's captive breeding landscape. Addressing such issues will require a longer and more fundamental discussion about how CITES implements the Convention for captive bred and artificially propagated specimens. In our view, such a discussion extends beyond the scope of Decision 17.101. Discussions could consider the intent of the exemptions at the inception of the Convention including the inherent assumptions, and a discussion of how best to reflect those intentions in today's world. Continued discussions would allow for more coherent, relevant and consistent modifications to implementing Resolutions for trade in captive bred and artificially propagated specimens. As such, Canada suggests the Standing Committee consider proposing a suite of Decisions to continue discussion, for consideration by the 18th CoP.

Contents

Glossary used in this Review: no comments

Introduction: no comments

Background

Lines 87-153: Although the information provided is relevant to the pros and cons of captive breeding and artificial propagation within the context of conservation of wild species, it does not provide context to the overall objective of Decision 17.101, which is to review ambiguities and inconsistencies of how Articles VII paragraphs 4 and 5 are currently implemented in CITES Resolutions.

Brief history of the CITES regulation of trade in specimens not taken from the wild

Line 155: Canada considers this section to be very important, as it will document the evolution of the Resolutions currently under review and the issues that needed to be addressed. This history can ensure that discussions and amendments are informed by past experience.

This section should provide a general understanding of the global “landscape” of captive breeding and artificial propagation within the context of the 1960s and 1970s, and changes since that time. This information is important for an informed understanding of why Articles VII.4 and VII.5 were drafted using the language they use, and in particular, why there was an early interpretation that had special provisions for commercial breeding operations. The Secretariat has a small amount of this type of information in lines 76-78 but the information should be provided in greater detail. For example, our understanding is that at the time the Convention was drafted, a few species that were endangered in the wild were being intensively produced for commercial purpose in “farms” (for meat and skins) and nurseries (house plants). This commercial activity was satisfying the demand that could no longer be supplied by wild specimens. These breeding operations were already well established and operating without any take from wild populations. There was little other captive bred trade, and that which existed was easily categorized as “non-commercial”, such as trade by zoos, small-scale hobbyists and for recovery efforts. As the intent of the Convention was to protect species in the wild, it made sense to regulate trade in these known instances of captive breeding with less rigour than trade in wild specimens. The early distinction between commercial and non-commercial breeding operations made sense and was relevant within this context.

After CITES came into force the captive breeding “landscape” changed quickly, with increasing trade in captive bred specimens from production systems that did not neatly fall into the categories of commercial and non-commercial, and from a wider variety of species. There is indication that there may have been concern with the countries being able to effectively interpret and implement the “relaxed” controls for captive bred specimens envisaged in Articles VII.4 and VII.5. This led to increased guidance and increasingly strict controls for this trade.

This section should specifically document the history of interpretation of Article VII.4 and VII.5, including the interpretation that Article VII.4 deals with Appendix I trade for commercial purposes, and that Article VII.5 deals with both Appendix I trade for non-commercial purposes, and all trade for specimens from Appendix II or III (e.g., Res. 2.12 (which is now repealed), as per Notification 913 <https://www.cites.org/sites/default/files/eng/notif/1996/913.shtml>). This interpretation still applies for plants when using A, which refers to non-commercial purposes. It is no longer applicable for animals because although source code D refers to commercial purposes, source code C does not contain a corresponding clause for non-commercial purposes.

This section should include a history of the development of the Registration process. The first registration process, at CoP4, simply stated that before specimens were traded under Article IV, the names of the operations should be submitted by MAs to the Secretariat to be put on a list. However, there is some indication that trading countries, particularly those that were not yet Parties, were not following this process. Therefore the process got stricter between CoP4 and CoP8 to the point that CoP was required to approve the registration of the first captive breeding operation for a species. By CoP8 Parties could review and object to the registration of new species and by CoP 12, all applications for registration were subject to review and objection by Parties.

This section should review the history and summarize considerations associated with the adoption of a separate definition for bred in captivity for commercial purposes in Res. 12.10 (e.g., CoP11 Doc. 11.48).

Resolution 2.12 *Specimens bred in captivity or artificially propagated* is no longer available on the Secretariat’s web site. It may be useful to provide a copy of this Resolution to SC70. It is the first resolution to provide guidance on the implementation of Articles VII.4 and VII.5 even though it has since been repealed it provides useful context for how provisions of the Convention were first implemented for captive bred specimens.

Review of provisions, ambiguities and inconsistencies and issues that may need attention.

1. The application of Article VII paragraphs 4 and 5

1.1 Overview

Comments on the Secretariat's document

-Lines 172-175: Res. 2.12 has been repealed and replaced with Res. 10.16 and Res. 11.11. Information contained in Res. 2.12 that has not been carried over to the replacement Resolutions - should not be stated as a fact, as is done in lines 172-175, as the interpretation is no longer supported by the existing body of CITES policy.

1.2 Ambiguities and inconsistencies

As commonly understood, Article VII.4 and VII.5 are intended to allow for less strict trade for captive bred specimens (e.g., as explained by the Secretariat: <https://www.cites.org/eng/prog/captive-breeding>). However, in CITES' implementation for Article VII.4, in particular, the requirements that must be met before such trade is allowed are arguably not at all relaxed; trade is allowed only when very strict conditions have been met. There is no rationale provided in the captive breeding Resolutions to explain why commercial captive breeding operations in the country of export are the focus of such "relaxed" trade provisions in the first place, and the strict provisions associated with trade under Article VII.4 is incongruent with the notion that trade in captive bred specimens can be conducted with less risk to the wild species than wild-sourced trade.

The relationship, if any, between "bred in captivity for commercial purposes" in Article VII.4 and "primarily commercial purposes," in Article III is not clear. Certain language in Resolutions adds to confusion. For example, it is not always clear whether the use of the term "commercial" relates to pre-export commercial activities, the actual commercial trade transaction (e.g., sale to someone in another country and subsequent export/import), or post-import commercial activities. See for example, Annex example e) in Res. 5.10 (see also section 3 below); the use of the term "transaction" in Res. 5.10 (see also section 3 below); ambiguity of the term "purpose of transaction" in Res. 12.3 as applied to T Commercial (see also section 2, below); and the existence of different definitions for "bred in captivity for commercial purposes," "bred in captivity," "commercial" and "commercial purposes" in Res. 12.10, 10.16 and 5.10 (see also section 6 below).

There is continued ambiguity regarding the relationship between Article VII.4 and VII.5 because a past interpretation for Appendix I animals has been incompletely removed from existing Resolutions. The past interpretation was that Article VII.4 relates to trade in Appendix I specimens for commercial purposes, and Article VII.5 relates to with Appendix I trade for non-commercial purposes as well as all trade for specimens from Appendix II or III (see Brief History). Despite changes at CoP15 that removed this interpretation for animals, consequential changes were not made in all Resolutions (e.g., paragraph 5k of Res. 12.3; preambles of Res. 10.16 and 12.10 (elaborated in corresponding sections below)). Note, some Parties continue to implement in line with the past interpretation and others do not, creating inconsistency in implementation.

As mentioned by the Secretariat in lines 205-208, Article VII.4 has been implemented in a much more complex and restrictive way than Article VII.5. The difference in implementation is significant. There is no rationale provided for the reason for the strict registration system under Article VII.4 (e.g., implemented through registration using Res. 12.10), and no rationale provided for why the trade under Article VII.5 is of a different nature or less risk as to require very few controls. For example, there has been little guidance for Parties on the requirements for Management Authority to be satisfied before issuing a certificate, or to define a certificate.

Recommendation for continued discussion: There may be need to clarify the meaning of Articles VII.4 and VII.5, especially in terms of their goals, their relationship with trade under Article III, and their relationship to one another. Canada is of the view that there may be need to for review of the current implementation of VII.4 and VII.5 in Resolutions more broadly, to reassess them in the context of the current "captive breeding landscape" to ensure that implementation is coherent and relevant and consistent.

Comments on the Secretariat's document

-lines 191-192: the Secretariat's reference to trade that should or should not take place under Article III and IV is confusing because, for example, when an Appendix I specimen is deemed Appendix II, it is traded under Article IV (as explained by the Secretariat in line 163-164). It might be better to replace such language with reference to the source code that is required under the different Articles of the Convention as per Res. 12.3, instead of referencing the Articles of the Convention. For example, lines 191-192 would be changed as follows: "However, the Secretariat has observed that some Parties are of the view that ~~captive bred/artificially propagated~~ source code D, A and C specimens may also be traded under Articles III and IV." (see also lines 274 and 276).

-lines 195-201: it would be useful to understand the rationale for the deletion of the specific instruction to indicate whether a document issued was as a certificate of captive breeding or artificial propagation, or not, to ensure a well-founded recommendation (see Recommendation below). This information may be available in summary records from the applicable CoP.

2. Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) on Permits and certificates

2.1 Overview

2.2 Ambiguities and inconsistencies

The source code definitions in Res. 12.3 are inconsistent with one another in the types of information they contain. In some cases there is a basic description of the code. For example, W is described as specimens taken from the wild; O is described as pre-Convention specimens. In other cases there is reference to a more specific definition found in another Resolution (Res. 12.10, Res. 11.11, Res. 10.16). For still other cases, references found in Resolutions are available and appropriate but not referenced. For example, for pre-Convention, the definition found in Res 13.6 could be reference, but it is not. (See also comment below regarding the Secretariat's document, lines 258-260).

Use of source codes D, A and C for Appendix I specimens is particularly complex because their descriptions refer to specific Resolutions as noted above as well as specific Articles of the Convention (Articles VII.4 and VII.5). As summarized in the Table in section 2.1 of the Secretariat's document, for such trade, there is no non-detriment finding or legal acquisition finding at the time of export, and no import permits are to be issued for Appendix I specimens. However, because of the narrow implementation for these source codes for animals in particular (source codes D and C), there is no option among the source codes to designate a specimen as being bred in captivity or artificially propagated according to the Resolutions 10.16 and 11.11 respectively and apply the regular trade provisions of Article III. Notably, Article III requires an import permit, and issuance of the export permit requires a non-detriment finding and legal acquisition finding. This issue has been referred to as a "source code gap." This results in use of source codes that do not reflect accurately the source of the specimen (e.g., that it's captive bred according to Res. 10.16), such as "F" or "W", and therefore a loss of valuable trade tracking data. It also results in use that is inconsistent with the definitions in Res. 12.3, if a Party chooses to use source code C or D even when specimens do not meet the export provisions (Article VII.5 or VII.4) described for these source codes (the Secretariat alludes to this in lines 246-251). Source codes are being for two purposes.

Article VII.5 is used in different ways for plants and animals: source code A (for plants) indicates that Article VII.5 should be used for Appendix I artificially propagated plants that have been artificially propagated for non-commercial purposes. Source code C (for animals) makes no reference to "non-commercial purposes." The language associated with "non-commercial" in the source code C definition was removed at CoP15 in an attempt to address a *different* "source code gap" that existed at the time.

Recommendation for continued discussion: The export provisions referencing Article VII.4 and VII.5 in the source code definitions of Res. 12.3 could be removed if there were a different way to indicate on a permit whether a specimen is being traded under Article VII.4 and VII.5 other than through source codes. Source codes would therefore be dedicated to providing data about trade trends from different production systems. Such a measure would also reduce the variable use of source codes that has been cited as a cause of concern in Res. 17.7.

Paragraph 5(k) of Resolution 12.3 requires that "Parties verify the origin of Appendix-I specimens to avoid issuing export permits when the use is for primarily commercial purposes and the specimens did not originate in a CITES registered breeding operation." This statement means that if an Appendix I specimen did not originate in a CITES registered operation, an exporting Party should not issue an export permit if the use in the country of import will be for primarily commercial purposes. The mention of CITES registered breeding operation seems to refer to Res. 12.10 because it is through Res. 12.10 that registration occurs. However, there is no specific reference in the paragraph to Res. 12.10, or to indicate that paragraph 5(k) applies only to trade under the provisions of Article VII.4. This creates ambiguity as to its application for trade under the provisions of Article VII.5 (noting that application of the restrictions of paragraph 5(k) to trade that occurs under Article VII.5 would be inconsistent with the current definition of source code C in Res. 12.3).

Comments on the Secretariat's document

-In relation to the Secretariat's comment on lines 258-260, regarding the possible oversight in not mentioning Res. 9.19 in the source code definition of D for plants in the same way as 12.10 is mentioned for animals, this is not an oversight. The use of source code D is tied to obligatory registration for animals and non-obligatory registration for plants. This comment from the Secretariat serves to highlight difficulties stemming from the very complex set of rules spread over several Resolutions.

-Lines 253-257: We disagree with the Secretariat that because the permit requirements for specimens with source codes F and R are identical to those for source code W that these intermediate source codes are of questionable value. Even with the same permitting requirements, intermediate source codes are important to document trade patterns in different types of specimens, which can be useful for a country to track its trade trends (refer also to PC24 Doc. 16.1, paragraph 12 for more detailed reasons why it makes sense to have an "intermediate" source code, as per discussions in the Plants Committee about development of a new source code for plants).

3. Resolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) on *Definition of 'primarily commercial purposes'*

3.1 Overview

3.2 Ambiguities and inconsistencies

Example e) in the Annex is extremely difficult to understand and contains a mix of ideas in relation to captive breeding and commercial purposes. For example, as highlighted by the Secretariat in lines 281-289, it is not clear whether the Resolution is referring to import of wild specimens for captive breeding purposes in the country of import. On one hand all the other examples relate to wild specimens and there is mention of "wild" in the last paragraph of the Annex, which suggests that the paragraph concerns wild specimens. However, the example e) indicates that import of "such specimens should be in accordance with Res. 10.16", suggesting that specimens need to meet the definition of "bred in captivity." If the example is requiring that any import be limited to captive bred specimens then the requirement to have all such specimens meet the definition of bred in captivity is in conflict with Res. 10.16 paragraph 2b)ii)B, which allows introduction of specimens taken from the wild as breeding stock under specified conditions and implicitly allows introduction of specimens of other production systems as breeding stock. As a further difficulty with the example e), the term

"commercial" appears to be applied both for the captive breeding operation in the source country, and the evaluation of "primarily commercial purposes," which is undertaken according to the use in the importing country as per Res. 5.10, and the actual definition that applies is not clear. Recommendation for continued discussion: Example e should be rewritten and streamlined to be consistent with the other examples: to provide guidance on evaluating the commercial aspects associated with the import, in the country of import, for wild Appendix I specimens.

-The term "transaction" is used in two senses in this Resolution: first, to indicate that "primarily commercial purposes" should not be assessed according to the nature of the transaction between the exporter and importer (paragraph 1d); and second, to describe the nature of activities (i.e., in the sense of "the purpose of transaction") that occur in the country of import (1c). The first paragraph of the Annex also uses "transaction" and it's not clear which meaning is meant or if the term could actually be replaced with the word "uses" to avoid confusion. Of note, the Secretariat's use of the term "trade transaction" and "trade purposes" in lines 296 and 299 also is confusing. The Secretariat appears to be erroneously (as described in paragraph 1d of Res. 5.10) using the meaning of "transaction" in the sense of nature of the transaction between exporter and importer. Recommendation: The language in the Resolution should be carefully reviewed and clarified so that "transaction" is always being used in the same sense, given the confusion that currently exists.

Comments on the Secretariat's document

Lines 274-276: the Secretariat's reference to trade that should or should not take place under Article III and IV is confusing because, for example when an Appendix I specimen is deemed Appendix II, it is traded under Article IV (as explained by the Secretariat in line 163-164). It might be better to replace such language with reference to the source code that is required under the different Articles of the Convention as per Res. 12.3, instead of the Articles of the Convention. For example, line 274-276 would be changed as follows: "The text could be read to confirm that import of specimens bred in captivity (and by extension plant specimens that have been artificially propagated) should take place only using source codes D, C and Aunder Article VII, paragraphs 4 and 5 and not Article III and IV." (see also lines 191-192).

Lines 290-291: We agree with the Secretariat's observation that the text attributes requirements to Res. 10.16 that are not in that Resolution. We would also add that the requirements of this text, for "imports to be aimed...at the long-term protection of the affected species," are beyond the scope of the Convention to ensure that there is no detriment of trade.

Lines 292-303: This paragraph seems to indicate that the term "bred in captivity for primarily commercial purposes" in VII.4 is problematic because of the ambiguous relationship with the term "primarily commercial purposes" as used in Article III. We agree and have addressed this more fully under Section 1 because we think this is a fundamental issue with interpretation of Articles VII.4 and VII.5.

Line 299: it is not clear what is meant by "trade purposes."

4. Resolution Conf. 10.16 (Rev.) on Specimens of animal species bred in captivity

4.1 Overview

4.2 Ambiguities and inconsistencies

The fourth paragraph of the preamble of Res. 10.16 refers "not for commercial purposes" in reference to the text of Article VII.5. However, there is no mention of non-commercial, or any synonym, in Article VII.5. This preambular statement is therefore an inaccurate reflection of the text of Article VII.5. Of note, the *interpretation* of Article VII.5 as relating to non-commercial trade in Appendix I specimens is also outdated (for trade in animals) (as explained in section 1.2, above). Recommendation: The preambular text should be amended to correctly reflect the text of the

Convention and current operative language of Resolutions as they apply to animals (e.g., 12.3 source code definition for C).

There is significant variability in how Parties can use the guidance provided in Res. 10.16 to establish whether a specimen can be considered to be captive bred. This might be reasonable, as Parties are ultimately responsible for allowing exports from their country. However, variability in interpretation of Res. 10.16 becomes problematic when it is subject to other Parties' scrutiny in the course of establishment of CITES registration for captive breeding operations, and can result in rejection of an application for registration based on an individual country's interpretation. For example, the wording in Res. 10.16 does not have a time boundary in relation to establishment of breeding stock. Some Parties require proof that the lineage of non-range specimens be documented to the original range state before they will consider the specimen as bred in captivity. For some Parties, when one or more of the parents is of wild origin, the offspring (F1 generation) from those parents are considered source code F, even when the operation itself is in accordance with all requirements of Res. 10.16. Recommendation: Additional guidance regarding of Res. 10.16 should be developed, to provide clarity and consistency in application.

Treatment of the offspring of females that are taken from the wild when gravid/pregnant is not clear. Some Parties consider such offspring as source code F as per Res. 12.3 when they are "born in captivity" and don't meet the rest of the definition of bred in captivity of Res. 10.16. (Other Parties might consider such offspring as source code R when they are "reared in a controlled environment" as described in Resolution Conf. 11.16, although they technically were not taken as eggs or juveniles from the wild as per Res. 11.16 and therefore this application is unambiguously incorrect). In another view (one held by Canada), neither source code F nor R should apply. Offspring of gravid females taken from the wild should always be considered source code W, because the parents mated (or otherwise reproduced) in the wild. Recommendation: Specific guidance for treatment of the offspring of gravid/pregnant individuals taken from the wild should be developed due to the potential significant impact on the wild of such practices.

6. Resolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) on *Registration of operations that breed Appendix-I animal species in captivity for commercial purposes*

6.1 Overview

6.2 Ambiguities and inconsistencies

Article VII.4 allows for relaxed trade conditions for trade in captive bred specimens. The registration process establishes a set of trade conditions for use in implementation of Article VII.4. The trade conditions in 12.10 require a significant level of documentation and scrutiny by other Parties in order to register facilities. Recommendation for continued discussion: There may be value to re-evaluate the functioning of Res. 12.10 in terms of how well it addresses the original aims of the special trade provisions and exemptions of Article VII for captive bred specimens, and how well it addresses today's concerns about the impact of captive breeding operations on wild populations (especially in light of how Article VII.5 is being implemented).

There are several ambiguities associated with the term "bred in captivity for commercial purposes" in Res. 12.10:

- "Bred in captivity for commercial purposes" as used in Article VII.4, is defined in Res. 12.10 with reference to the pre-export activity (e.g., paragraph 2). As such, it's different from the definition of "primarily commercial purposes" as used in Article III (defined Res. 5.10), with reference to the post-import activity. These differences are confusing, not consistently or

accurately referenced in other Resolutions, and the rationale for the difference not well explained. (See section 1.2 for more elaboration of this issue).

- “Bred in captivity for commercial purposes” in Res. 12.10 has been defined as separate term in Res. 12.10 despite the existing definitions for “bred in captivity” in Res. 10.16, and “commercial” and “commercial purposes” in Res. 5.10.
- “Bred in captivity for commercial purposes” in Res. 12.10 is almost identical to the definition of “commercial” in Res. 5.10. Even though “bred in captivity for commercial purposes” uses the word “purposes” it does not match the meaning of “commercial purposes” in Res. 5.10 because the latter relates to activities in the country of import, and Res. 12.10 is focussed on activities in the country of export.
- “Bred in captivity for commercial purposes” in Res. 12.10 is confusing in relation to Res. 10.16 in which it is explained that the term “bred in captivity” (Res. 10.16) is to be applied to specimens whether or not they breed for commercial purposes. Res. 12.10 references Res. 10.16, so clearly they are to be implemented together. Res. 12.10 restricts the application of 10.16, which is confusing.
- The registration process itself does not require confirmation that an operation is breeding for purposes of economic benefit before allowing registration. The definition of “bred in captivity for commercial purposes” does not inform the implementation of Res. 12.10.

-Paragraph 5j) in Res. 12.10 requires that the MA be satisfied that the operation will make a meaningful contribution according to the conservation needs of the species concerned. The need for a meaningful contribution is beyond (inconsistent with) the scope of the Convention, as the Convention only requires that trade be non-detrimental to the species in the wild, i.e. neutral for a species.

- The last paragraph of the preamble of Res. 12.10 refers “not for commercial purposes” in reference to the text of Article VII.5. See section 4.2 for elaboration of the inconsistency.

Recommendation: The preambular text should be amended to correctly reflect the text of the Convention and current operative language of Resolutions as they apply to animals (e.g., 12.3 source code definition for C).

-Resolution 12.10, with its allowance for objections to the registration of a captive breeding operation by any other Party, seems inconsistent with its own text stressing the importance of exporting Parties making their own decisions about exports from their country (e.g. paragraphs 4, 5b).

-the Preamble of Res. 12.10 is ambiguous as to why there is a need for the registration process and how the registration process addresses the issues. Recommendation: Additional text could be added to the preamble of Res. 12.10, such as, for example, the text of in the last paragraph of the preamble in Res. 10.16 (CONCERNED...).

Comments on the Secretariat's document

-lines 423-427: the Secretariat's use of the word “bypass” seems to indicate a deliberate attempt to avoid the clearly defined rules (which are not clear). Consideration could be given to avoiding the word bypass and instead describing the process used by some Parties as a different interpretation. Furthermore, it is not clear how the current set of provisions preclude the process described by the Secretariat. Is the Secretariat relying on a past interpretation that Article VII.5 is meant only for animal specimens that are bred in captivity for non-commercial purposes (see Brief History)?

-lines 427-429: It is unclear what is meant by the Secretariat when they write “while the export might be commercial.” Is this referring to the trade transaction between exporter and importer, the pre-export activities, or the post-import activities? See also line 424: “the export...may be commercial in

nature..." In our view the example provided in lines 247-429 highlights an issue, and is not necessarily an attempt to avoid the clearly defined rules (because they are not clear).

Lines 427-429: Consideration might be given to also changing "...traded under Article III of the Convention..." to "...traded as source code C..." (see comments for lines 191-192 and lines 274-276 for explanation).

-lines 430-442: We agree with the Secretariat that the registration process is complex and bureaucratic. We also agree that the rigorous controls of Res. 12.10 are inconsistent when Parties can easily decide not to be bound by them. We have addressed this more fully under Section 1 because we think these problems are related to fundamental issues with interpretation of Articles VII.4 and VII.5.

Comments by the EU on CITES Notification 2018 / 048

REVIEW OF CITES PROVISIONS RELATING TO THE TRADE IN SPECIMENS OF ANIMALS AND PLANTS NOT OF WILD SOURCE

22/6/2018

Concerning captive breeding / artificial propagation issues in general, the EU would like to refer to the comments shared on 29/3/2018 with the SC 69 working group on captive breeding (see Annex). The EU also wishes to highlight the fact that source codes are fundamental for the work of the convention. Although improvements could certainly be made, an additional study should look at the potential advantages and disadvantages if the current system were to be changed. This is not something that can be done overnight, based on comments from a limited number of Parties and without careful consideration of the consequences.

In addition, please consider the following comments on the draft circulated under the Notification 2018/048:

45 "not of wild source" is not an appropriate term for specimens traded under source code R.

52 Concerns about the "establishment of captive-breeding facilities outside the country of origin of the specimens and species concerned" are mentioned but not explained in the document CoP17 Doc. 32. There seems to be no immediate connection to the mandate of the working group or reason to cite this concern here.

85/86 The mixing of CITES and non-CITES terms for breeding and artificial propagation in the entire paragraph poses a problem: Planting trees in managed forests can be a common silvicultural measure and does not necessarily result in plantations but could as well develop to semi-natural forests. We therefore believe that this sentence can be interpreted in such a wrong way that any planted tree would qualify as being not from the wild (in terms of CITES source codes). We would therefore request the Secretariat to be more precise as this interpretation is reflected neither in the current resolutions, nor in the reality of today's forestry.

115 "...may vary between species *according to framework conditions*". Whether the activity is conducted in situ or ex situ is only one of many influencing factors. In this context it seems to be overemphasized. The current draft wording seems to oversimplify the situation. The case of caviar can provide an example: even if captive-breeding facilities would have been set up in the Caspian Sea region successfully, this would not necessarily result in more or better efforts to rebuild the wild stock. Also, for sturgeons at least, the wild population does seem to have benefitted from the shift towards captive breeding, as the population in the wild was crashing at the time before the zero export quota for wild-caught caviar.

138 Not "trade in captive-bred/artificially propagated specimens" as such but insufficient enforcement of CITES causes this negative effect.

144ff This paragraph again overemphasizes the importance of in-situ versus ex-situ breeding. Often ex-situ breeding programs of zoos are also engaged in-situ conservation activities. Resolution Conf. 13.9 is a

positive example for desirable mutual benefits which should be highlighted instead of focusing on potential conflicts of interest.

157-185 Articles VII.4 and VII.5 both apply to specimens of species listed in Appendix I CITES. For specimens bred in captivity in registered commercial breeding operations an export permit is required. For other captive-bred specimens of species listed in Appendix I, Article VII.5 applies; the Management Authority of the state of export has to certify source code C or A. That certificate may be issued in the form of a 'certificate of captive breeding/artificial propagation' or instead – as is the practice in many countries - the Standard CITES form for export permits may be used. (see also lines 261-265)

The standard CITES form in Annex 2 of Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) does not clearly distinguish between cases when it is used as an export permit or 'certificate of captive breeding/artificial propagation'. That is not needed; what matters is that the CITES MA verifies source code A or C!

219ff: Please be more precise: "When specimens of species listed on Appendix I that are bred in captivity or artificially propagated originate from a registered facility or nursery (see sections 6 and 7), they can be traded under Article VII.4 and are given the code D instead of C or A."

236 As the table indicates the same requirements for R, F, and W, these categories could be fused. This would provide the same information in a more concise way.

If the conditions for "D" are met, plants listed on Appendix I should be treated as plants listed on Appendix II. According to Article VII.5 an NDF is not necessary for plants listed on Appendix II and being artificially propagated. We also wonder whether an NDF is possible for specimens with source code D [apart from the parental stock, see Res. 11.11 (Rev. CoP17)]. What is the content of that examination? It might be more appropriate to indicate "NO*" in box ("D" and "NDF").

For artificially propagated Appendix I plants, the following clarification should be considered:

Source code D is limited to Appendix I plants which are "artificially propagated for commercial purposes".

Comparable to the application of code D for animals, it could be discussed and it would be preferable to limit source code D for Appendix I plants originating from registered commercial nurseries, as long as it would still be possible to issue permits for commercial purposes for Appendix I species with source code A. The term 'commercial nursery' is not defined and difficult to implement.

299-303: Regarding Article VII.5, there is no basis in the text to interpret this as applying only to trade in Appendix I specimens traded for non-commercial purposes, and the article should not be interpreted as only applicable for non-commercial purposes. According to the source code D, registration is not necessary for artificially propagated plants.

246-257 While the permit requirements for source codes F, R, and W are identical, these source codes still indicate differences in the production method which can have an important influence on the NDF. It seems unclear whether improving the applicability of the current source codes F and R or their replacement by a more elaborate classification is a more promising way forward, but their simplification or deletion without replacement could create more new problems than it solves and might result in a loss of valuable information.

The information that a specimen is ranched or born in captivity is inter alia important for consideration in the NDF process. With respect to breeding, the use of source code "F" inter alia might aid to determine source codes of offspring from further generations and to distinguish specimens of the first captive generation bred in captivity from source W and C. If such information will be lost in a potential new source code, it might become more challenging to define appropriate source codes of offspring in captivity. We are cautious with regard to the possible development of a new source code, as we expect that with the replacement of the established source codes new implementation problems might arise.

Source codes are also an essential element of selective trade restrictions. Ranching, as defined in Res. Conf. 11.16, can be a useful conservation measure to assist the recovery of a population.

258-260 Please correct the text: "It can be noted that, perhaps by oversight, in relation to the use of source code D, the Resolution does not mention Resolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15) ~~regarding artificial propagation of plants on 'Registration of nurseries that artificially propagate specimens of Appendix-I plant species for export purposes'~~, in the way that Resolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) is mentioned for animals."

283 The text [in Resolution Conf. 5.10] refers to Resolution Conf. 10.16 (Rev.); the reference is also to ***Regarding the term 'bred in captivity', DECIDES b) ii) B:***

"is maintained without the introduction of specimens from the wild, except for the occasional addition of animals, eggs or gametes, in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild as advised by the Scientific Authority:

1. to prevent or alleviate deleterious inbreeding, with the magnitude of such addition determined by the need for new genetic material; or
2. to dispose of confiscated animals in accordance with Resolution Conf. 10.7; or
3. exceptionally, for use as breeding stock"

301-303 "hobby breeders" cannot always fulfil the condition for a registered commercial breeding operation, i.e. that the breeding facility should have produced F2 or subsequent generations and the facility should be self-sustaining – i.e. no longer taking specimens from the wild. If however hobby breeders are self-sustaining and both the NDF and LAF conditions are fulfilled, there should be no objection to trading even the F1-generations.

311 environment is in which

331-337 It would be clearer to limit the definition of "bred in captivity" to specimens produced in facilities that are no longer taking specimens from the wild. However, in some exceptional cases it might be reasonable to introduce external specimens i.e. in order to prevent inbreeding or a genetic bottleneck, if the breeding stock is small and consists of genetically related specimens. In such cases captive-bred specimens from other facilities should be taken, if available. However, if this is not the case an introduction of a few wild specimens could be accepted in exceptional cases, if it would not be detrimental to the wild population and if it contributes to the conservation of the species. Thus, it would be more appropriate to tighten the conditions and requirements and define the amount and temporal scale for occasional introduction of wild specimens to the breeding stock, instead of limiting it per se.

338-344 "A requirement for all specimens to be demonstrably F2 or beyond", without considering paragraph 2 b) ii) C.2. of Res. Conf. 10.16 might become even more difficult in species that are kept in big groups and where it is thus impossible to trace back the parents of each offspring. Such stricter definition

of "bred in captivity" should not lead to less appropriate housing condition (separating specimens that usually live in groups) or the exclusion of wild/ confiscated specimens from the breeding stock.

341 For species which would produce large numbers of F1 over several decades before the first captive bred generation matures, the fate of F1 specimens is more than a small problem. From a genetic point of view, fast progression to the next generation contravenes the purpose to conserve a species ex-situ by reducing artificial selection, genetic drift, and genetic impoverishment as much as possible.

Accommodation problems for surplus specimens of the first generation, the difficulty to trace back the parents of each offspring in group-housing (see the paragraph above), and creating a heavy economic burden for startups are additional disadvantages of such a strict regulation. For these reasons, a limited commercial trade in F1 should be allowed, but it could be accompanied by restrictions regarding the inclusion of further wild caught specimens into the breeding stock.

441 in 2102?

369 – 371 "*They may also be significant if, for example, large-scale semi-natural forests are considered to be 'under controlled conditions' and specimens originating therefrom are thus treated as if they were artificially propagated.*": We strongly support the Secretariat's concern on this point.

381-382 At the beginning of the discussion (see SC 61 Doc. 27 and discussions at SC 61) plant issues (the misuse of source codes affects plants as well as animals) were involved, but it was suggested and decided to first address animals and then plants.

396 – 453 The export of captive-bred Appendix I specimens for commercial purposes (sale) should not be restricted to registered facilities; that reflects the implementation within the EU. If a non-registered facility or a private breeder can demonstrably prove that specimens are captive-bred and that the breeding stock was obtained in line with the Convention, the export of such specimens is reasonable and might even contribute to reducing further pressure on wild populations. Especially in cases of up-listings such as for *Psittacus erithacus* there are numerous breeders available, with demonstrable success in breeding the species long-time.

443-448 Breeding systems using satellite facilities as mentioned in lines 443 et seq. are not covered by Resolution Conf. 12.10. The registered breeding operation is recognized for those specimens which were produced in that operation but not for specimens acquired from other facilities.

454 – 477, especially 471-473 The process of registration of nurseries facilitates and simplifies subsequent permitting procedures. In addition, in contrast to the 'standard procedures', Parties shall "design a simple procedure for the issuance of export permits to each registered nursery". Such a procedure could involve the **pre-issuance** of CITES export permits (see Resolution Conf. 9.19 (rev. CoP 15), Annex 2 letter d). The EU has implemented that recommendation by Article 29 EU Regulation No 865/2006.

Draft Review of CITES provisions relating to the trade in specimens of animals and plants not of wild source

Comments by the EU

27/3/2018

General comments

The document seems to favour the approach that **trade in endangered species should not only be non-detrimental, but rather provide a conservation benefit**. A new “assisted wild production” source code could benefit this objective but it would require carefully considered guidelines. Before such details are known, it is impossible to assess concomitant conservation benefits or enforcement problems.

Lumping Source Code R and F together might result in a loss of information which might require compensation by an internal differentiation within a new source code “assisted wild production”.

“Assisted wild production” systems can be sustainable but still have a detrimental effect on the wild population, especially if they divert conservation resources and diminish the incentive to keep a large natural population for harvesting. In general, **harvesting from a healthy natural population might be the ecologically most beneficial production system**, as it has a potential to generate the greatest conservation benefit for the wild populations as well as benefit for the local communities. Therefore, **regarding specimens produced under a new source code “assisted wild production” as better alternative to wild harvest could be contra productive for the conservation of endangered species**.

Despite the ambiguities of ranking the conservation benefits of a new source code “assisted wild production” in relation to wild harvest, this concept has **big potential to focus the assessment of trade on its ecological and conservation impacts**. In the second paragraph on page three, the unspecified use of “such trade” makes it seem as if benefits and disadvantages of wildlife laundering are pondered. Instead it could be specified that wildlife laundering can never be beneficial, while total inaccessibility of genetic resources, e.g. species where no legal trade is possible, provides a powerful incentive for illegal activities.

Similarly to the case of captive breeding, the argument that harvesting from **plantations** has less impact on the wild species (is more benign) does not seem to be applicable to all cases and should be carefully considered in the working group on artificial propagation.

1. The application of Article VII paragraphs 4 and 5

In the table, the heading "document(s) required" should specify the associated type of transaction for which the documents are required.

2. Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP 17) on Permits and certificates

We agree that the determination of source codes is complex. However, we fear that a **simplification or replacement of source code R & F might result in a loss of valuable information**. The information that a specimen is ranched or born in captivity is inter alia important for consideration in the NDF process. With respect to breeding, the source code “F” of

a parental stock implies that further offspring will get the source code C, which makes determination of adequate source codes for captive offspring quite simple. If the information “F1 generation, born in captivity” is lost in a potential new source code, it might become more challenging to define appropriate source codes of offspring in captivity. Establishment of a new source code should be very carefully considered. We are worried that with the replacement of the established source codes new problems might arise and these should be evaluated carefully in advance.

Adapting the Standard CITES form in Annex 2 of the Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP 17) to make it applicable as export permit and certificate of captive breeding could remove inconsistencies between national implementations and reduce the administrative complexity of CITES without any obvious downsides.

3. *Resolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) on Definition of "primarily commercial purposes"*

The inherent ambiguity of the term “**primarily commercial purposes**” causes considerable uncertainties and enforcement problems. Before attempting to remove inconsistencies of its application within CITES, it might be beneficial to find a definition which is applicable in all currently occurring trade practices.

The reference in Resolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) to requirements such as that “imports must be aimed as a priority at the long-term protection of the affected species” should be carefully discussed before included into Resolution Conf. 10.16 (Rev.).

4 *Resolution Conf. 10.16 (Rev) on Specimens of animal species bred in captivity*

We agree that it would be clearer to limit the **definition of “bred in captivity”** to those specimens produced in facilities that are no longer taking specimens from the wild. However, **in some exceptional cases it might be reasonable to introduce external specimens i.e. in order to prevent inbreeding or a genetic bottleneck.**

The necessity of genetic blood replacement and long-term ex-situ conservation of captive breeding populations has been highlighted by zoos in the 1980ies but lost most of its importance. Limiting the definition of “bred in captivity” to specimens produced in facilities which no longer include further specimens from the wild into the breeding stock would be possible for species which can be kept in large numbers and which produce high numbers of offspring. For small populations of K-strategists, genetic blood replacement can be beneficial even under best possible management practices. Most commercial breeding facilities might not have a sufficient genetic breeding management to even recognize or demonstrate the necessity of genetic blood replacement. Hence, the application of this exception could be further restricted by demanding a strict case by case permitting process based on a genetic analysis of the current breeding stock.

We are of the view that in such cases captive bred specimens from other facilities should be taken, if available. However, if this is not the case, an introduction of few wild specimens could be considered in exceptional cases, if it would not be detrimental to the wild population and if it contributes to the conservation of the species. Thus, we are of the view that it would be more appropriate to tighten the conditions and requirements and define the amount and temporal scale for occasional introduction of wild specimens to the breeding stock, instead of limiting it per se.

We also think that “**a requirement for all specimens to be demonstrably F2 or beyond**”, without considering paragraph 2 b)ii)C.2. of Res. Conf. 10.16 might become contra productive for several reasons:

- Breeding slowly maturing species will produce large numbers of F1 over several decades before the first F2 specimen is born. Considering that this is the typical reproductive profile of species with conservation concerns, special care should be given to the marketing of F1 specimens.
- It would make breeding even more difficult in species that are kept in big groups and where it is thus impossible to trace back the parents of each offspring. Such stricter definition of “bred in captivity” should not lead to less appropriate housing condition (separating specimens that usually live in groups) or the exclusion of wild/ confiscated specimens from the breeding stock.
- Generally restricting commercial trade to F2 specimens would raise a huge economic burden for startups.

For these reasons, a **limited commercial trade in F1 should be allowed**, but it could be restricted to a species specific transition period on the way to complete closed-circle breeding and it could be concomitant with restrictions regarding the inclusion of further wild caught specimens into the breeding stock.

The **necessity to demonstrate the capability of producing a second generation** originated from husbandry problems common in the second half of the previous century. It has outlived its usefulness and could be omitted or reduced to very special cases.

The general application of a new source code “assisted wild production” for all F1 specimens, as proposed in chapter 4.3, might dilute requirements to produce a benefit for the wild population. Inter alia, for this reason, an **internal differentiation of specimens traded under a new source code “assisted wild production” seems to be necessary**.

5. Resolution Conf. 11.11. (Rev. CoP 17) on Regulation of trade in plants

Recommendation to introduce a procedure for claims of artificial propagation, similar to that for animals claimed to have been bred in captivity, seems to be a good way to harmonise the approaches for animals and plants and should be considered.

6. Resolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) on Registration of operations that breed Appendix-I animal species in captivity for commercial purposes

We are of the view that **export of Appendix I specimens with source code “C” for commercial sale should not be restricted to registered facilities**. If a non-registered facility or a private breeder can prove that specimens are captive bred and that the breeding stock was obtained in line with the convention, the export of such specimens is reasonable and might even contribute to reduce further pressure on wild populations. Especially in cases of uplistings, such as the case of *Psittacus erithacus*, there are numerous breeders available, demonstrably successfully breeding the species long-time.

It is worth noting that there is different situation in different regions: In Europe, small-scale private keepers are the main producers of Appendix I specimens whereas many other countries have a relatively small number of large-scale commercial breeding facilities. In the USA, private breeders sell their offspring in a higher degree internally and mainly larger companies produce for the export. Such regional differences require careful consideration if a common monitoring system should apply to all of them.

The paragraphs 2 and 3 at page 8 explain that large numbers of small private facilities are not registered because the Parties claim that the breeding as such is not taking place for commercial purposes. Therefore, the term "bypasses" does not seem to be appropriate in paragraph 2 at page 8 as long as it is not demonstrated that indeed the main purpose of the breeding is commercial.

What matters for CITES is that both small-scale private and large-scale commercial trade in captive bred specimens of Appendix I must be controlled properly. In this respect the registration of breeding facilities has no additional conservation benefit. It would only facilitate the mass processing of permit applications and thereby reduce the accuracy of the controlling process. It seems worthwhile to strengthen the general monitoring of all trade in species listed in Appendix I and remove special regulations and exemptions such as those about registered breeding facilities. Shortening the current approval procedure for captive breeding facilities might further reduce the conservation benefit of this procedure.

Ciudad de México, 21 JUN 2018

DAVID MORGAN
CHIEF OF GOVERNING BODIES
AND MEETING SERVICES
SECRETARY GENERAL CITES
15, CHEMIN DES ANEMONES
CH-1219 CHATELAINE-GENEVE, SWITZERLAND
CORREO ELECTRÓNICO: info@cites.org
P R E S E N T E

Me refiero a la Notificación a las Partes No. 2018/048 "Examen de las disposiciones de la CITES relativas al comercio de especímenes de animales y plantas de origen no silvestre" donde se solicita que las Partes y los interesados directos, envíen observaciones sobre ambigüedades e incoherencias mencionadas en el documento, el enfoque de cada país y los supuestos políticos CITES subyacentes relacionados con la cría en cautividad y reproducción artificial, que se mencionan en el proyecto presentado por la Secretaría en el Anexo a la Notificación 2018-048.

Sobre el particular le informo que, en el caso de México, al atender solicitudes para emitir permisos de importación de animales del Apéndice I con fines comerciales, donde el código de origen asentado en el permiso de exportación es "D" y el código de propósito es "T", siendo que dicho país no tiene registro de establecimientos que crían en cautividad especies del Apéndice I con fines comerciales, en estos casos la solicitud es negada.

Adicionalmente, respecto del cuerpo del texto le hacemos llegar los siguientes comentarios:

Página 5, renglones 183 a 185:

En este párrafo se da una interpretación a los párrafos 4 y 5 sugerimos en lugar de ello reemplazarlo por los párrafos tal cual y sería muy ilustrativo indicar entre corchetes las Resoluciones que dan mayor detalle a los mismos. De esta forma el texto:





Oficio N° SGPA/DGVS/ 005378 /2018

~~que se ajustan a las definiciones establecidas de "criados en cautividad" y "reproducidos artificialmente", que se ha de llevar a cabo con controles que no son tan estrictos como los que se aplican al comercio de especímenes extraídos del medio silvestre~~

se reemplazaría por:

bajo ciertas excepciones. Mismas que se encuentran detalladas en varias Resoluciones que se indican en corchetes.

4.

Los especímenes de una especie animal incluida en el Apéndice I y criados en cautividad para fines comerciales [Res. Conf. 12.10], o de una especie vegetal incluida en el Apéndice I y reproducidos artificialmente para fines comerciales [Res. Conf. 11.11, Res. Conf. 9.19], serán considerados especímenes de las especies incluidas en el Apéndice II.

5.

Cuando una Autoridad Administrativa del Estado de exportación haya verificado que cualquier espécimen de una especie animal ha sido criado en cautividad [Res. Conf. 10.16] o que cualquier espécimen de una especie vegetal ha sido reproducida artificialmente [Res. Conf. 11.11], o que sea una parte de ese animal o planta o que se ha derivado de uno u otra, un certificado de esa Autoridad Administrativa a ese efecto será aceptado en sustitución de los permisos exigidos en virtud de las disposiciones de los Artículos III, IV o V.

Página 5, renglones 187 a 191:

En línea con la edición sugerida arriba el siguiente texto puede ser eliminado:

~~El párrafo 4 del Artículo VII establece que los especímenes incluidos en el Apéndice I y criados en cautividad o reproducidos artificialmente para fines comerciales serán considerados especímenes de las especies incluidas en el Apéndice II y, por lo tanto, se comercializan de conformidad con el Artículo IV. Esto significa, por ejemplo, que pueden ser importados con fines primordialmente comerciales, aunque estando sujetos a un dictamen de extracción no perjudicial.~~



Oficio N° SGPA/DGVS/ 005878 /2018

y solamente explicar que ambos párrafos se encuentran respaldados por las Resoluciones xxx,x xx,xx ,xxx.

Página 5, renglones 193 a 195:

Misma situación que en el caso anterior, el siguiente texto puede ser eliminado, pues la interpretación lo que hace es confundir más al lector que el mismo texto de la Convención:

~~El párrafo 5 del Artículo VII establece que, para los especímenes criados en cautividad o reproducidos artificialmente, se aceptará un certificado a ese efecto en sustitución de los permisos exigidos en virtud de las disposiciones de los Artículos III, IV o V (es decir, esta disposición se aplica a los especímenes de las especies incluidas en los Apéndices I, II o III).~~

Página 5, renglones 199 a 210:

Favor de eliminar, estas Resoluciones ya no están vigentes y de por sí el análisis es complicado y este ejemplo solamente lo complica más:

~~No obstante, como se señaló por primera vez en la Resolución Conf. 2.12 sobre Especímenes criados en cautividad o reproducidos artificialmente, las disposiciones de los párrafos 4 y 5 del Artículo VII han de aplicarse por separado; es decir, los especímenes incluidos en el Apéndice I que cumplan las condiciones no pueden considerarse como incluidos en el Apéndice II de conformidad con el párrafo 4 del Artículo VII y luego tener un certificado de cría en cautividad o reproducción artificial con arreglo al párrafo 5 del Artículo VII.~~

~~A fin de prestar asistencia para distinguir entre los especímenes de origen silvestre y aquellos que han sido criados en cautividad o reproducidos artificialmente (y que, por lo tanto, cumplen las condiciones de las excepciones establecidas en los párrafos 4 y 5 del Artículo VII), en la Resolución Conf. 3.6 sobre Normalización de los permisos y certificados emitidos por las Partes se introdujeron los códigos de origen que se habrían de incluir en los permisos y certificados. En ese entonces, los códigos eran "W", "C" y "A", con un código de origen "O" para los especímenes que no se ajustaban a esas categorías.~~





Oficio N° SGPA/DGVS/ 005878/2018

Página 5, renglones 223 a 224:

Quizá es necesario especificar este punto con más detalle en la Res. Conf. 12.3 de Permisos y Certificados:

En lo que respecta al párrafo 5 del Artículo VII, no resulta claro si el uso de certificados de cría en cautividad o reproducción artificial es obligatorio o no.

Página 6, renglones 227 a 229:

Consideramos que no es necesario realizar una definición tan detallada en los permisos CITES. La Autoridad Administrativa de cada país debió evaluar previamente toda la información que respalda la decisión de qué código emplear con base en las Resoluciones y el Texto de la Convención. Además, el incluir ese nivel de detalle no proporciona ningún valor agregado al permiso, pues de una u otra manera se emitió el permiso. Esta información sería sobrante, pues no existe ningún proceso de revisión en el marco de la CITES que pudiera hacer uso de la información:

modello, es importante indicar claramente en él si un documento emitido es un permiso de exportación expedido con arreglo a los Artículos II, IV o V, o un certificado de cría en cautividad/reproducción artificial expedido con arreglo al párrafo 5 del Artículo VII.

Página 6, renglón 233:

El incluir Resoluciones que ya no están vigentes complica más el análisis, si es un dato histórico colocarlo en antecedentes.

Resolución Conf. 2.12

Página 6, renglón 256:

Como bien sugiere la Secretaría sería necesario editar la Res. 12.3 haciendo mención a la Res. 11.16. Es necesario que se incluya como adjunto una edición a esta Resolución.

Con respecto al código de origen R,





Oficio N° SGPA/DGVS/ 005878 /2018

Página 6, renglones 268 a 269:

No es clara la forma a la que llega a esta conclusión la Secretaría, en la Resolución 12.3 es clara la definición de ejemplares con código F y es mutuamente excluyente con la definición contenida en la Resolución 10.16, por tanto, si cumple con la Resolución 10.16, el ejemplar a exportar es C, de lo contrario es F si fue reproducido en condiciones semi-controladas.

Esto se aclararía incluyendo un "no" para que se lea como sigue:

*por lo tanto, los especímenes **no cumplen las condiciones para el uso del código de origen C.***

Página 7 Cuadro:

Se propone los siguientes cambios:

Código de origen	Apéndice	Documento(s) requerido(s)	¿Se necesita un Dictamen de Extracción No Perjudicial?	¿Se necesita un Dictamen de Adquisición Legal?	¿Se permite la importación con fines primordialmente comerciales?	Disposiciones de la Convención
C/A	I	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	1 SÍ NO	Art. VII.5
	II	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	2 SÍ NO	Art. VII.5
D	I = II	Permiso de exportación	3 SÍ	SÍ	SÍ	SÍ

Disposiciones de la Convención:

Dado que las disposiciones pueden cambiar dependiendo los propósitos sería conveniente incluir un cuadro indicando origen y propósito.

Los cambios sugeridos para el cuadro, se identifican con los números **1, 2 y 3.**

1 y 2:

Aquí debería de ser NO en ambos casos. Para códigos de origen C, debería de estar dado de alta como D para poder exportar con fines comerciales (de acuerdo a la Res. 12.10). Y para códigos de origen A, también debería de estar registrado con código D de acuerdo a la Res. 12.03. Por lo tanto, sugerimos





Oficio N° SGPA/DGVS/005878 /2018

eliminar todo el renglón referente a Ap. I para códigos C/A (estaría mal clasificado con ese código).

3:

En teoría no se requiere un NDF para la exportación de todos los ejemplares producidos en este tipo. Solamente se necesita un NDF para demostrar el cumplimiento de la Resolución 10.16 y la 12.10 en el momento del registro de un criadero ante la CITES y para dictaminar las introducciones ocasionales de ejemplares silvestres para mantener al criadero. Es necesario hacer una acotación al respecto.

Página 7, renglones 293 a 296:

Consideramos que el código F es útil para un caso especial de crianza en medio controlado. En caso de que existan inconsistencias en su aplicación, se puede incluir material de fomento de capacidad a las partes que incluya un diagrama conceptual como el del documento informativo del SC69 (<https://cites.org/sites/default/files/eng/com/sc/69/inf/E-SC69-Inf-03.pdf>).

Los tres códigos (F, R y W) varían en nivel de riesgo en cuanto al impacto a las poblaciones silvestres se refiere. El código W tiene el mayor impacto a las poblaciones silvestres, pues éste es directo, el R sigue en nivel de impacto, pues sí se extraen ejemplares de vida libre, pero éstos no representan la cohorte más sensible de la población. El código F tiene un nivel de riesgo menor que los dos anteriores, pues proviene de la reproducción controlada (F1 al menos) pero no cumpliendo con la definición de "criado en cautiverio" (C) de la Res. 10.16.

Finalmente, los códigos C y D representan niveles de menor riesgo a la exportación. De esta forma, es necesario mantener los códigos como se encuentran a fin de determinar de forma adecuada los niveles de riesgo que representan las exportaciones y es un elemento empleado por las Autoridades Científicas al momento de emitir un NDF.

Esto parece haber dado lugar a que se utilice el código de origen F cuando no se sabe qué otro código utilizar. Los requisitos de los permisos para especímenes con códigos de origen F y R son idénticos a los del código de origen W, lo cual nos





Oficio N° SGPA/DGVS/ 005378 /2018

hace cuestionarnos la finalidad de estos códigos, ya que complican la aplicación de la Convención sin que se aprecien beneficios.

Página 7, renglones 297 a 299:

Sería conveniente incluir una versión editada de la Resolución 12.3 que especifique lo siguiente:

Cabe señalar que, quizá por error, en relación con el código de origen D, la resolución no menciona la Resolución Conf. 9.19 (Rev. CoP15) respecto a la reproducción artificial de las plantas, de forma similar a la mención de la Resolución Conf. 12.10 (Rev. CoP15) para los animales.

Página 7, renglones 300 a 304:

Eliminar este párrafo, pues se contradice a sí mismo. Al inicio propone una idea y al final la descarta:

El modelo normalizado CITES del Anexo 2 de la Resolución Conf. 12.3 (Rev. CoP17) no distingue con claridad entre los casos en los que se utiliza como permiso de exportación con arreglo a los Artículos III o IV, o como certificado de cría en cautividad o reproducción artificial con arreglo al párrafo 5 del Artículo VII. Se podría marcar la casilla “Otro” en la parte superior del modelo, donde se indica el tipo de permiso o certificado, **pero esto no aportaría claridad.**

Página 8, renglón 322:

La Res. 5.10 (Rev. CoP15) sobre Definición de la expresión “con fines primordialmente comerciales, contiene varias incongruencias e interpretaciones que deben de ser atendidas, sugerimos se abra un Grupo de Trabajo en el marco de los Comités de Flora y Fauna para su revisión.

3.2 Ambigüedades e incoherencias



Oficio N° SGPA/DGVS/ 005378 /2018

Página 8, renglones 335 a 337:

Estamos de acuerdo con este punto, por lo que habría que enmendar la Resolución 5.10 (Rev. CoP15) eliminando esta alusión, así como todo aquello que no se encuentre formalmente descrito en la Resolución 10.16:

Además, el texto atribuye exigencias a la Resolución Conf. 10.16 (Rev.) que no se encuentran en esa Resolución, por ejemplo, las importaciones deben tener como objetivo prioritario la protección a largo plazo de las especies afectadas.

Página 9, renglones 374 a 377:

Esta aseveración por parte de la Secretaría, es tendenciosa a permitir el incumplimiento de la Convención. Eliminar este párrafo, pues el hecho de que el plantel parental haya sido adquirido hace varias generaciones, no lo exime del requisito de haber sido fundado de forma legal:

Esto es válido en particular si el plantel reproductor original fue adquirido hace muchos años, cuando puede no haber habido ninguna razón para creer que la documentación que confirmaba el origen legal de los especímenes podría ser importante muchos años más tarde.

Página 9, renglones 388 a 390:

El procedimiento actual en la Resolución 10.16 contiene un candado que limita la introducción de ejemplares silvestres previo visto bueno de la Autoridad Científica, por tanto, sugerimos no realizar cambio alguno en esta sección:

Tal vez sea necesario lograr un equilibrio entre la necesidad de contar con procedimientos claros y simples y la viabilidad económica y biológica de algunos establecimientos.

Página 9, renglones 395 a 396:

Estamos de acuerdo con esta parte. Lo que se podría hacer es enmendar la Res. Conf. 10.16, en el párrafo 2 b) ii) C 2), para indicar que es responsabilidad de la Autoridad Científica el "avalar" que se está demostrando la capacidad del criadero de reproducir F2:





Oficio N° SGPA/DGVS/005878 /2018

También, algunas Partes sostienen que esto podría obstaculizar determinadas operaciones de cría en cautividad con fines comerciales,

Página 10, renglón 404:

Realizar un trabajo armonizado con el Grupo de Trabajo que está realizando un análisis a esta Resolución en particular:

5. Resolución Conf. 11.11 (Rev. CoP15) sobre Reglamentación del comercio de plantas

Página 10, renglones 436 a 438:

El párrafo 4 contiene suficientes candados y alusión a legal procedencia y adquisición no detrialental, no obstante, la exportación resultante de esta condición particular sería con código A y existe el vacío de poder identificar estos casos con un código en particular de forma similar al R. Sugerimos el considerar esta posibilidad e integrar el párrafo 4 ya sea dentro de la Res. 12.3 o bien extender el alcance de la Resolución 11.16 sobre Ranchoeo:

Parece bastante incongruente que el párrafo 4 de la Resolución permita que se describan especímenes extraídos del medio silvestre como reproducidos artificialmente en determinadas circunstancias.

Página 13, renglones 547 a 549:

Estamos de acuerdo con la Secretaría en que no existe una provisión en la Resolución 9.19 que permita a las Partes evaluar que un nuevo registro de vivero en efecto cumple con las disposiciones señaladas en el Anexo 1 de dicha Resolución. Por tanto, a fin de que cualquier Parte pueda impugnar la eliminación de un vivero fraudulento, el procedimiento descrito en esta Resolución debería homologarse, o bien integrarse al que se encuentra en la Resolución 12.10:

Si bien, según recuerda la Secretaría, ésta no ha eliminado ningún vivero del registro a solicitud de otra Parte, parecería más apropiado que las inscripciones impugnadas fueran juzgadas por los pares de otras Partes a través del Comité Permanente en lugar de por la propia Secretaría.



SEMARNAT

SECRETARÍA DE
MEDIO AMBIENTE
Y RECURSOS NATURALES



SUBSECRETARÍA DE GESTIÓN PARA LA PROTECCIÓN
AMBIENTAL
DIRECCIÓN GENERAL DE VIDA SILVESTRE

Oficio N° SGPA/DGVS/005878 /2018

Sin otro particular aprovecho la ocasión para enviarle un cordial saludo.

**ATENTAMENTE
EL DIRECTOR GENERAL DE VIDA SILVESTRE
AUTORIDAD ADMINISTRATIVA CITES DE MÉXICO**

SE MARNAT
LIC. JOSÉ LUIS PEDRO FUNES IZAGUIRRE

"Por un uso eficiente del papel, las copias de conocimiento de este asunto son remitidas vía electrónica".

C.c.e.p. Q.F.B. Martha García Rivas Palmeros. Subsecretaria de Gestión para la Protección Ambiental. - marthagrivas@semarnat.gob.mx
Biol. Amado Ríos Valdez.- Coord. de Asesores de la Subsec. de Gestión para la Prot. Amb. - coordinacion_sgpa@semarnat.gob.mx
Biol. Hesiquio Benítez Díaz.- Dir. Gen. de Coop. Intl. CONABIO.- Aut. Científica de México ante la CITES. hbenitez@conabio.gob.mx
Lic. Karla Acosta Resendi. - Dir. Gen. de Insp. Amb. en Puer., Aer. y Fron. - Aut. Obs. y Apl. de la Ley CITES. kacosta@profcpa.gob.mx
Lic. Luz María Ortiz Ortiz. - Directora General Adjunta de Acuerdos Amb. Multilaterales de la UCAI. - luz.ortiz@semarnat.gob.mx
M. en C. Paola Mosig Reidl.- Coordinadora de la Autoridad Científica CITES. - pmosig@conabio.gob.mx
M.V.Z. Leonel Francisco Urbano Gutiérrez. - Subdirector de Acuerdos y Convenios para la Vida Silv. - lurbano@semarnat.gob.mx
M.V.Z. Miguel Ángel Flores Mejía. - Jefe de Depto. de Acuerdos Internacionales para la Vida Silv. - miguel.florres@semarnat.gob.mx



From: Miguel Flores Mejia <miguel.flores@semarnat.gob.mx>
To: "info@cites.org" <info@cites.org>
Cc: Jose Luis Pedro Funes Izaguirre <josel.funes@semarnat.gob.mx>, 'Hesiquio Benítez' <hbenitez@conabio.gob.mx>, Paola Mosig Reidl <pmosig@conabio.gob.mx>, Leonel Urbano Gutierrez <leonel.urbano@semarnat.gob.mx>
Date: 23-06-18 01:26
Subject: RV: Notificación a las Partes 2018-048 CITES

David Morgan
Officer-In-Charge
Secretary General CITES

Estimado Sr. Morgan,

En alcance al envío de información respecto de la Notificación a las Partes 2018/048 “Examen de las disposiciones de la CITES relativas al comercio de especímenes de animales y plantas de origen no silvestre”, enviada el día de ayer 21 de junio, le solicito atentamente aplicar el siguiente cambio al documento SGPA/DGVS/005878/2018.

Página 5 de 10 y página 6 de 10

Dice:

Página 7 Cuadro:

Se propone los siguientes cambios:

Código de origen	Apéndice	Documento(s) requerido(s)	¿Se necesita un Dictamen de Extracción No Perjudicial?	¿Se necesita un Dictamen de Adquisición Legal?	• ¿Se permite la importación con fines primordialmente comerciales?	Disposiciones de la Convención
C/A	I	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	1 SÍ NO	Art. VII.5
	II	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	2 SÍ NO	Art. VII.5
D	I = II	Permiso de exportación	3 SÍ	SÍ	SÍ	SÍ

Disposiciones de la Convención:

Dado que las disposiciones pueden cambiar dependiendo los propósitos sería conveniente Incluir un cuadro indicando origen y propósito.

Los cambios sugeridos para el cuadro, se identifican con los números **1, 2 y 3**.

1 y 2:

Aquí debería de ser NO en ambos casos. Para códigos de origen C, debería de estar dado de alta como D para poder exportar con fines comerciales (de acuerdo a la Res. 12.10). Y para códigos de origen A, también debería de estar registrado con código D de acuerdo a la Res. 12.03. Por lo tanto, sugerimos eliminar todo el renglón referente a Ap. I para códigos C/A (estaría mal clasificado con ese código).

3:

En teoría no se requiere un NDF para la exportación de todos los ejemplares producidos en este tipo. Solamente se necesita un NDF para demostrar el cumplimiento de la Resolución 10.16 y la 12.10 en el momento del registro de un criadero ante la CITES y para dictaminar las introducciones ocasionales de ejemplares silvestres para mantener al criadero. Es

necesario hacer una acotación al respecto.

Debe decir:

(los cambios se resaltan en amarillo para su fácil ubicación):

Página 7 Cuadro:

Se propone los siguientes cambios:

Código de origen	Apéndice	Documento(s) requerido(s)	¿Se necesita un Dictamen de Extracción No Perjudicial?	¿Se necesita un Dictamen de Adquisición Legal?	¿Se permite la importación con fines primordialmente comerciales?	Disposiciones de la Convención
C/A	I	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	1 NO	Art. VII.5
	II	Certificado de cc/ra	NO*	NO*	SI	Art. VII.5
D	I = II	Permiso de exportación	2 SÍ	SÍ	SI	SI

Disposiciones de la Convención:

Dado que las disposiciones pueden cambiar dependiendo los propósitos sería conveniente incluir un cuadro indicando origen y propósito.

Los comentarios para el cuadro, se identifican con los números 1 y 2.

1:

Para códigos de origen C y A Apéndice I, para poder exportar con fines comerciales los especímenes deberían de provenir de criaderos o viveros registrados ante la CITES (de acuerdo a la Res. 12.10 y 12.03 respectivamente), y en ese momento se convertirían en -y clasificarían con- código "D" (dejaría de ser correcto clasificarlos como C o A).

2:

En teoría no se requiere un NDF para la exportación de todos los ejemplares producidos en este tipo. Solamente se necesita un NDF para demostrar el cumplimiento de la Resolución 10.16 y la 12.10 en el momento del registro de un criadero ante la CITES y para dictaminar las introducciones ocasionales de ejemplares silvestres para mantener al criadero. Es necesario hacer una acotación al respecto.

Atentamente

MVZ. Miguel Ángel Flores Mejía
Jefe del Departamento de Acuerdos Internacionales para la Vida Silvestre
Tel.: (55) 56 24 34 93
Dirección General de Vida Silvestre
Ejército Nacional 223, Piso 13, Col. Anáhuac,
Del. Miguel Hidalgo, C. P. 11320, Ciudad de México.

Notification No. 2018/048

Review of CITES provisions relating to the trade in specimens of animals and plants not of wild source

Request for comments from Parties and stakeholders:

1. Decision 17.101 directs the Secretariat to:

[...] review ambiguities and inconsistencies in the application of Article VII paragraphs 4 and 5, Resolution Conf. 10.16 (Rev.) on Specimens of animal species bred in captivity, Resolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15) on Registration of operations that breed Appendix-I animal species in captivity for commercial purposes, Resolution Conf. 11.11 (Rev. CoP17) on Regulation of trade in plants, Resolution Conf. 9.19 (Rev. CoP15) on Registration of nurseries that artificially propagate specimens of Appendix-I plant species for export purposes, Resolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) on Definition of 'primarily commercial purposes' and Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP17) on Permits and certificates as it relates to the use of source codes R, F, D, A and C, including the underlying CITES policy assumptions and differing national interpretations that may have contributed to uneven application of these provisions, as well as the captive breeding issues presented in document SC66 Doc. 17 and legal acquisition issues, including founder stock, as presented in document SC66 Doc. 32.4.

2. The Secretariat presented a provisional draft of this review to the Standing Committee at its 69th meeting (Geneva, November 2017). The Committee made comments on the provisional draft and formed a working group which has provided further advice to the Secretariat.

3. In the Annex to the present Notification, the Secretariat provides the text of its review which it submits to Parties and stakeholders for comment.

4. Parties and stakeholders are requested to provide comments on the ambiguities and inconsistencies presented in the document, and to present other possible interpretations, ambiguities or inconsistencies for consideration, which, if they wish, could include their own country's approach. Such ambiguities and inconsistencies could occur both within each of the provisions for captive breeding and artificial propagation, but also between the relevant provisions. The Secretariat would also particularly appreciate comments on the underlying CITES policy assumptions related to this issue.

5. In accordance with Decision 17.101, all comments received from Parties and stakeholders will be presented to the Standing Committee (in the language in which they were submitted).

New Zealand response (submitted by New Zealand CITES Management Authority/New Zealand CITES Scientific Authority)

Contact details: New Zealand CITES Management and Scientific Authorities

Department of Conservation, 18-32 Manners Street, Wellington 6011, New Zealand

Email: cites@doc.govt.nz

Application of Article VII paragraphs 4 & 5		
Page	Line	Comment
5	191-192	It would be helpful to know how many Parties do this
5	202-204	Guidance should be provided to establish clearly the documentation requirements for Article VII 4 and 5 as either a certificate of captive breeding /artificial propagation (not subject to provisions of Articles III, IV or V) or as a permit (subject to provisions of Articles III, IV or V).

		Agree that Article VII para 5 controls on trade are weaker i.e. no import permit is required or NDFs. Certificates of CB/AP are rarely encountered. New Zealand currently issue Export/Re-export/Import permits using source codes A and C and similarly accept permits with these codes from exporting countries. Permits rather than certificates are issued in NZ due to stricter domestic measures whereby the issuance of a permit requires an NDF. The issuance of permits however is inconsistent with Article VII para 5 where a Cert of CM/AP should be issued where a MA is satisfied the specimen is captive bred or artificially propagated for non-commercial purposes e.g. in the case of zoo imports and exports. It is possible that import permits are being issued unnecessarily whereby if the Certificate of CB/AP were issued (as required in Article VII 5)) instead of a permit, the import permit would not be required (Res Conf 12.10).
5	205-210	Additional comment: Is there a possibility that countries are applying the down listing from App I to App II for all captive bred/artificially propagated specimens rather than those solely from Registered Facilities?
Resolution Conf 12.3 (Rev CoP17) Permits and certificates		
Page	Line	Comments
5	218-221	Disagree that these codes are straightforward. Source codes A and C are being widely applied to 'permits' in contrary to the definition of the codes in Res Conf 12.3, where they should only be applied to 'certificates' under Article VII, paragraph 5. Source code D is rarely encountered on permits; the use of A & C are however common
6	235-237	Table format makes the requirements very clear and could be included in Res Conf 12.3 (Rev CoP17)
6	246-251	Source codes, A and C, are applied to Export/Re-export and Import permits issued by New Zealand due to their non-commercial nature. It should be clearly stated in a Resolution that these codes should be applied exclusively to Certificates of Captive Breeding and Certificates of Artificial Propagation, noting that this information is provided in 'Guidelines for the preparation and submission of CITES Annual Reports (January 2017)'
6	253-254	Clear guidance for the use of source code 'F' is provided in flow chart on page 6 of 'A guide to the application of CITES source codes'. This useful document is rarely referred to and should be included as a reference in Res Conf 12.3. Is it possible that F is being mistaken for 'Farmed'?
7	258-260	Reference to Res Conf 9.19 (Rev CoP15) should be included in the definition of source code D. It is noted that it is not a requirement that artificially propagated plants must be sourced from a CITES registered facility in the same way that captive bred animals are.
7	263-265	Agree - 'Other' is vague. Consider including tick boxes for Certificate of Captive Breeding and Certificate of Artificial Propagation
Resolution Conf 5.10 (Rev CoP15) Definition of 'primarily commercial purposes'		
Page	Line	Comment
7	271-272	Agree, Resolution should 'recommend' application Article III paragraphs 3 (c) and 5 (c) AND Article VII 4 & 5
		Additional comment: the exporting country should declare that the trade is not for primarily commercial purposes, to prevent commercial exports of animals and plants (by breeders or propagators) to organisations or individuals who will use the specimen for non-commercial purposes - e.g. as a pet or a plant in a garden. It seems as though some Parties regard this as a non-commercial transaction. It seems that this would require an amendment to the Convention text, which is very difficult. It depends to some extent on how many Parties abuse this loophole. See also Line 429

		Additional comment: General Principles 3) where the burden of proof is on the importer. This is only effective where the Import permit is obtained before the Export permit. Many Parties have different procedures around permitting and will issue an export permit prior to the issuance of an import permit for Appendix I specimens even though this is a provision of Article III 2(d).
Resolution Conf 10.16 (Rev) Specimens of animal species bred in captivity		
Page	Line	Comment
8	322-326	This probably applies to many African Grey breeding operations where the shift to Appendix I has required such documentation which was not needed when they were in App II; likewise for non-listed species suddenly put into App I.
8	331-337	Allowing specimens from the wild to be added to the breeding stock of captive facilities makes sense from a genetics perspective, but the Resolution needs tightening. We suggest that it should be a requirement to report 'top-ups' from the wild in trade statistics, even for CITES-listed species WITHIN a country. We also suggest potentially requiring the SA to certify that such top-ups are not detrimental to the survival of the species in the wild OR are necessary to allow the survival of the species (e.g. in instances where the wild population is heading to oblivion and can only be maintained through artificial propagation or captive-breeding – white rhinos, orange-fronted parakeets).
8	338-344	We are generally positive of the suggestion to restrict trade of captive-bred specimens to F2 or beyond, in instances where it is difficult to prove the legal origin of the breeding stock. However we caution that this may be too restrictive if legal origin is well documented and it is a long-lived late-breeding species (e.g. parrots, tortoises)
Resolution Conf 11.11 (Rev CoP17) Regulation of trade in plants		
Page	Line	Comment
9	376-387	Agreed, even when in 4 (iv A. an NDF is required. Maybe however be open to abuse given that registration is not compulsory and as such an export permit could be issued for Appendix I W sourced with a source code of D
Resolution Conf 12.10 (Rev CoP15) Registration of operations that breed Appendix-1 animal species in captivity for commercial purposes		
Page 10	413-429	This is a real problem and allows for laundering of illegally obtained wild specimens masquerading as captive-bred. This needs tightening substantially. The recent listing of African Grey Parrots will lead to more abuse of this Resolution. SC needs to get tougher on Parties that don't follow the rules, not only for the sake of wild populations of App I species, but also to create a level trading field for those (breeders and) Parties that have done the right thing. It is disingenuous for Parties to turn a blind eye to commercial breeding - any transfer of money (beyond recompensing the actual cost of vet checks permits and freight) is a commercial transaction. How many Parties abuse this Resolution?
Resolution Conf 9.19 (Rev CoP15) Registration of nurseries that artificially propagate specimens of Appendix-1 plant species for export purposes		
Page	Line	Comment
11	471-473	Standard procedure' should include a requirement that an NDF must be obtained
11	473	Any unregistered nursery can apply for an export permit. There seems little advantage in a nursery becoming registered. Certificates of Artificial Propagation may be pre-issued by an MA which could provide a degree of convenience to the exporter. It would be preferable if animals and plants were treated in a consistent way.

No. 0902.3/ 2915



CITES Management Authority
Department of National Parks,
Wildlife and Plant Conservation
61 Paholyothin Rd., Chatuchak,
Bangkok 10900, THAILAND
Tel./Fax. (66)2 940 6449

14 June B.E. 2561 (2018)

Dear CITES Secretariat,

Subject : Request for comments from Parties and stakeholders

Reference is made to Notification to the Parties no. 2018/048 dated 15 May 2018.
Please find the attachment for the comment on the draft review of CITES provisions relating
to the trade in specimens of animals and plants not of wild source.

Your continued assistance is, as always, highly appreciated.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Somkiat". A horizontal line is drawn through the signature.

(Mr. Somkiat Soontornpitakkool)

Director of CITES MA of Thailand

Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation

CITES Secretariat
International Environment House
11 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (22) 917 81 39/40
Fax: +41 (22) 797 34 17

The comment on the draft review of CITES provisions relating to the trade in specimens of animals and plants not of wild source.

Samples of wildlife parts or other derivatives of wildlife acquired in accordance to Article VII on Paragraph 4 and 5 are required to include clarifications on the meaning of the Source Code. This requirement seeks to reduce confusion or ambiguity in Source Code classifications, especially for Source Codes C, F, and R. Additionally, there should be assigned types, procedures, or categorizations of source codes which are accepted and clarified in order to facilitate implementations and proper usages of source codes.

CITES Secretariat

International Environment House
Chemin des Anemones
1219 Châtelaine
Geneva, Switzerland

June 22, 2018

Re: Review of CITES Provisions Relating to The Trade in Specimens of Animals and Plants Not of Wild Source

Dear Secretariat,

On behalf of the Environmental Investigation Agency, UK (EIA), we hereby submit this response to CITES Notification 2018/048 in relation to the '*Review of CITES provisions relating to the trade in specimens of animals and plants not of wild source*'. We have reviewed the draft report contained in the Annex to the Notification and our comments on the same are provided below. As requested in the Notification, where applicable our comments are provided with reference to the relevant page and line of the draft report.

Introductory comments: We welcome the opportunity to comment on the draft report prepared by the Secretariat in consultation with the Standing Committee Working Group established to consider this subject. In particular, we fully support the recognition in the draft report that a 'one size fits all' policy approach would not be suitable in tackling the issues related to trade in specimens of animals and plants not of wild source. For some Appendix-I species such as tigers (*Panthera tigris*) and other Asian big cats, the Conference of the Parties have expressly recognised the threat posed by commercial trade in captive specimens to wild populations and have called for limiting captive breeding of tigers to levels supportive only for conservation purposes and for ensuring that tigers are not bred in captivity for trade in their parts and derivatives.¹

Page 3, Lines 77-79: We support the acknowledgment of the fact that "[w]hen the Convention was drafted, captive breeding and artificial propagation of wild fauna and flora species were relatively limited and certainly intensive production of many species for commercial purposes was rarely undertaken" and that this is no longer the case with growing commercial trade in captive specimens. To ensure that trade in captive sourced CITES specimens does not threaten these species in the wild, it is critical that comprehensive recommendations are adopted to effectively address the escalating trade in captive-sourced CITES-listed specimens. Indeed, Article XI(3)(e) of the Convention provides the broad mandate to the Conference of the Parties to "review the progress made towards the restoration and conservation" of CITES-listed species and to make recommendations "for improving the effectiveness" of the Convention.²

Page 3, Lines 114-119: As mentioned above, EIA fully supports the acknowledgement that "[b]enefits and disadvantages for the conservation of the species, of trade in specimens of CITES-listed species bred in captivity or artificially propagated, may vary between species". We also support the recognition that a targeted approach has already been applied in the case of tigers. Tigers are endangered with fewer than 4,000 individuals remaining in the wild. Trade continues to be the primary threat to the survival of wild

tigers and has led to their recent disappearance from areas of otherwise suitable habitat. Given the highly endangered status of tigers and the significant trade threat, in 2007 CITES Parties adopted Decision 14.69 which continues to be applicable and reads as follows: "*Parties with intensive operations breeding tigers on a commercial scale shall implement measures to restrict the captive population to a level supportive only to conserving wild tigers; tigers should not be bred for trade in their parts and derivatives.*" During deliberations at the 14th Conference of the Parties which adopted this Decision, one Party argued that CITES is a mechanism to control only international trade rather than domestic trade, and proposed the addition of the word "international" before "trade" in the Decision. However, CITES Parties overwhelmingly rejected this proposal, proactively determining that Decision 14.69 should apply to internal as well as international trade.ⁱⁱ In CITES Notification No. 2008/059, the CITES Secretariat provided guidance on specific actions that Parties could adopt towards implementation of Decision 14.69 including: the establishment of a national individual animal registration process, incorporating a marking system using, for example, microchips or DNA profiling; the segregation of sexes to prevent further breeding; the development of a strategic plan, incorporating deadlines, for the phasing-out of intensive breeding operations on a commercial scale or their conversion to operations devoted solely to the conservation of tigers; and the development of a policy with regard to what will happen to tigers currently in intensive breeding operations.ⁱⁱⁱ Since 2007, a number of recommendations have been adopted by the Conference of the Parties and Standing Committee to implement Decision 14.69 and Resolution Conf. 12.5 (rev. CoP17), *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species*, in relation to tackling the growing trade in captive sourced tiger parts and derivatives.^{iv}

Page 4. Lines 137-143: In the case of tigers, there is substantial evidence to demonstrate that a parallel trade (legal or illegal) in captive sourced parts and derivatives undermines both enforcement efforts to address illegal trade in wild-caught specimens and efforts to reduce demand for tiger and other big cat products. For example, EIA investigations and research have found that wild-caught tiger parts and derivatives are sold alongside captive-sourced tiger specimens in Laos^v - a Party which is currently subject to compliance measures under Article XIII of the Convention including for its role in tiger farming and breeding of tigers on a commercial scale for trade in their parts and derivatives. Demand for tiger parts is exacerbated by the availability of captive-bred tiger parts and this unchecked demand has in turn exacerbated the trafficking and consumption of other big cat parts such as leopard, jaguar and African lion bones, teeth and claws, which are marketed as "tiger".^{vi}

Page 4. Lines 144-149: In the case of captive tigers in China, Laos, South Africa, Thailand and Vietnam, none of the facilities engaged in commercial scale breeding, and none of the facilities engaged in legal and illegal trade in specimens of captive bred tigers are providing any conservation benefits. Examples of captive tiger facilities that are linked to illegal tiger trade and other transnational wildlife crime are available.^{vii}

In closing we concur that not all species can be treated the same, and for this reason matters relating to captive tigers and other Asian big cats threatened by trade in parts and derivatives of captive specimens should be dealt with under species-specific matters under Asian big cats such as through the review of implementation of Resolution Conf. 12.5 (Rev CoP17) and associated Decisions (rather than under the 'Trade in specimens bred in captivity or artificially propagated' agenda matters).

We hope that the CITES Parties and the Secretariat find these comments of use and thank you for your kind consideration. Please let us know if you have any questions.

Sincerely,



Shruti Suresh
Senior Wildlife Campaigner
Environmental Investigation Agency, UK (EIA)

References:

ⁱ CITES Decision 14.69.

ⁱⁱ CoP14 Com. II Rep 14 (Rev.1).

ⁱⁱⁱ CITES Notification 2008/059.

^{iv} See, e.g., SC65 Com. 4 and SC65 Sum. 9; CITES Decisions 17.224, 17.226, and 17.229.

^v EIA (2015), *Sin City. Illegal wildlife trade in Laos' Golden Triangle Special Economic Zone*.

^{vi} EIA (2017), *Cultivating Demand: The growing threat of tiger farms*; EIA (2017), *The Lion's Share: South Africa's trade exacerbates demand for tiger parts and derivatives*.

^{vii} EIA (2017), *Cultivating Demand*

From: Ganesan RP <ganesanrp@gmail.com>
To: CITES HO <info@cites.org>
Cc: Malin Rivers <malin.rivers@bgci.org>, Megan Barstow <megan.barstow@bgci.org>, UNEP <unepinfo@uneb.org>, UNFCCC <secretariat@unfccc.int>, UN CCD <secretariat@unccd.int>, Prof Ramesh Chand <rc.niti@gov.in>, Secy MoA <secy-agri@nic.in>, cSTEP <cpe@cstep.in>, TERI <mailbox@teri.res.in>, CPR India <cprindia@cprindia.org>
Date: 22-06-18 17:50
Subject: Comments on Draft review of CITES Not of wild Source. Notification no 2018/048 dt 15 May 2018

Respected sirs

I thank for your initiative to resolve the ambiguities and confusion in understanding in CITES provision for "not from wild source"

We, dry land farmers who grow an endangered species, Red Sanders (Pterocarpus santalinus) are suffering due to these kind of lapses.

We have been representing to government of India, IUCN and CITES for some time.

Please find recent representation to IUCN

<https://www.slideshare.net/GanesanRP/red-sanders-is-not-an-endangered-species-representation-to-iucn-by-rp-ganesan>

We understand that even if IUCN delist's it from redlist, the restriction will not go till CITES updates it. So we are trying out in all directions to remove the lapses and remove hurdles for export of Red sanders wood from small dry land farmers, which is a medicine also.

Please find the comments on "DRAFT REVIEW OF CITES PROVISIONS RELATING TO THE TRADE IN SPECIMENS OF ANIMALS AND PLANTS NOT OF WILD SOURCE" in presentation / pdf format.

I am not a Biologist, but an engineer turned treeculturist. So please bear with me for any errors.

But know that Trees are healthy wealth of the globe.

<http://wca2014.org/healthy-wealth-from-degraded-dry-lands-with-trees/>

Thanking you

RP Ganesan
A stack holder - An endangered tree grower
Hosur
India

Comments on

**REVIEW OF CITES PROVISIONS RELATING TO THE TRADE IN
SPECIMENS OF ANIMALS AND PLANTS NOT OF WILD SOURCE**

Refer notification no. 2018/048 dt 15 May 2018

**By Ganesan RP - A stack holder
(An Endangered species Tree grower)**

Communication address

**H 96, New ASTC Hudco,
Hosur 635109,
Tamilnadu state, India
ganesanrp@gmail.com**

A Big Thanks

**For recognizing the ambiguities and confusion in
Artificially propagated source and related regulations**

1000s of dry land endangered Red Sanders tree growing farmers in India are suffering due to these ambiguities & confusion

Refer our struggle

<https://www.slideshare.net/GanesanRP/red-sanders-action-required-by-govt-of-india-and-progress>

(google Red sanders action required by govt of India)

Nurseries, Line - 454

- In India nursery is referred to place where tree sapling are produced not the trees grown.
- So better to use some other word
 - Farmlands or
 - Private farm land by farmers / companies.

Distinguish Wild Vs Farmers land clearly

- In parties like India there is no separate policy & procedures for wild and farmers land (propagated source)
- FAO itself is under the process of defining “Forest”.
- CITES uses word wild
- So please add definitions for wild, forest and farmlands including in article I of CITES.

Please specify clearly

- Even though CITES encouraged artificially propagated material particularly by farmers to meet the demand & additional income for them.
- So, please clearly specify " All species artificially propagated by the farmers in their private land should not be restricted for international trade", just ensure only the authenticity of felling at farmer's land. Preferably in article III, IV, V & VII

It is very easy for trees.

Better sub-classify forest land

- Forest land in India is
 - Govt land
 - Comes under the control of Forest department of Ministry of Environment , Forest and climate change
 - Subclassification
 - Reserve Forest, may be wild as per CITES
 - Plantation forest, Artificially propagated
 - But no semi-natural forest classification in India
- Need not allow felling and trade of appendix I, II & III species from plantation forest also.
- Shall be allowed once it comes out of IUCN Redlist.

A permanent setup for CITES

- The official in MA / SA are often get transfer. So, they are not getting familiar with CITES provisions.

Solution

- Better insist for permanent setup like National Biodiversity Authority
- And insist for CITES certification in MAs, SAs and Colleges
- Insist at least 5 persons from SA and 5 Persons from MA for CITES certification

Permission / Certification

- Tree growing farmers are bombarded with many certification from many departments.
- Simplify, as small farmers like India (small holding), can not understand complex procedures
- One certificate from SA, after verifying with revenue records proving famers private land shall be allowed for export.
- We find forest range officers are not familiar with any of CITES provisions.

Born Vs Bred Line 45 (table)

- Needs more clarity and clear definition between born and bred
- This table is good.

Define Treeculture (Agroforestry)

- Like agriculture, horticulture, sericulture, apiculture, define “Treeculture”
- Treeculture is better than Agroforestry
- The word forest implies “**wilderness**”
- The word culture implies “**artificial propagation**”

Sub- classify Artificially Propagated source code ‘A’

- Under artificially propagated source, there shall be difference between
 - Propagated at Farmers land (A1),
 - Propagated at Non forest public lands (A2)
 - and Propagated at forest lands (A3).
- A1, source materials should be facilitated for easy trade.
- A3, forest wood should be restrictive

Conservation measure

- Even if is artificially propagated in forest land, don't allow it export as long as the species in Endangered list / Redlist
- At least insist them to plant 5 times of tree to be felled in the planted forest 5 years before applying for permission to fell.
- Even for confiscated source, insist them as above before trade.

Confiscated source

- Govt gets income while exporting confiscated endangered materials.
- Insist to propagate 5 times of the trees that would been felled.
- Next permission shall be after proving that the planted species has grown at least 10 ft height. (similar method for other species)

Software / On-line

- Create a software, incorporating provisions and explanations.
- Online application with required details and proofs.
- Monitor the permissions with time frame.
- If permission are denied, let them record the reason.
- The reasons shall be monitored by CITES HO Expert group

Table, Line 236

- The table is good
- Better to create such table for easy understanding, compare and choose.

- IUCN / CITES objective are good
- Needs to make it more clear with simple language and on-line software application method
- These provisions shall shall be made part of education at college levels

Thanking you

GLOBAL EYE

NOTIFICATION 2018/048 - COMMENTS

Lines 137 – 143: Discusses the relative potential benefits and drawbacks of captive breeding for conservation, and then makes the statement “*There seems to be little empirical evidence to support either of these hypotheses*”.

This statement is not accurate and does not reflect the number of scientific studies presented in peer reviewed literature available that discuss these mechanisms and the many papers which support the hypothesis that captive breeding does not provide conservation benefit to the species being bred, as demand for wild caught remains high, and in many cases drives demand for the wild caught species.

Some such papers are as follows, this list is not exhaustive, but provides evidence of the scientifically reviewed empirical information available. These papers also contain large number of other relevant papers to this topic:

Drury, R., *Reducing urban demand for wild animals in Vietnam: examining the potential of wildlife farming as a conservation tool*, Conservation Letters – A Journal of the Society for Conservation Biology, 2009

Brooks, E.G.E, *The conservation impact of commercial wildlife farming of porcupines in Vietnam*, Biological Conservation, Vol 143, Issue 11, 2808-2814, 2010

Bush, E. R, Baker, S. E., Macdonald, D. W., *Global Trade in Exotic Pets 2006-2012*, Conservation Biology, Vol 28, No. 3, 663-676, 2014

Lyons, J. A. & Natusch, D. J. D, *Wildlife laundering through breeding farms: Illegal harvest, population declines and a means of regulating the trade of green pythons (Morelia viridis) from Indonesia*, Vol 144, Issue 12, 3073-3081, 2011

Williams, S. J., Jones, J. P. G., Annewandter, R. and Gibbons, J. M., Cultivation can increase harvesting pressure on overexploited plant populations, Ecological Society of America, 24 (8), 2050-2062, 2014

Bulte, E.H. & Damaniat, R., *An Economic Assessment of Wildlife Farming and Conservation*, Conservation Biology, 19 (4), 1222-1233, Conservation Biology, 2004

Kirkpatrick, R.C & Emerton, L, *Killing Tigers to Save Them: Fallacies of the Farming Argument*, Conservation Biology, Volume 24, No. 3, 655-659, 2009

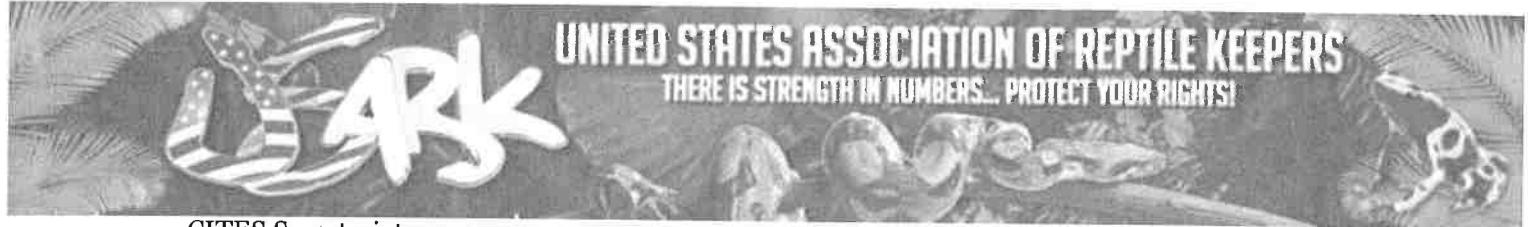
Burivalova, Z. et al, *Understanding consumer preferences and demography in order to reduce the domestic trade in wild-caught birds*, Biological Conservation, 209: 423-431, 2017

Fleming, L.V., Douse, A. F. & Williams, N. P., *Captive breeding of peregrine and other falcons in Great Britain and implications for conservation of wild populations*, Endangered Species Research, Vol 14, 243-257, 2011

Fraser, D. J., *How well can captive breeding programs conserve biodiversity? A review of salmonids*, Evolutionary Applications, Vol 1, Issue 4, 2008

Dolman, P. M., Collar, N. J., Scotland, K. M., Burnside, R. J., *Ark or park: the need to predict relative effectiveness of ex situ and in situ conservation before attempting captive breeding*, Journal of Applied Ecology, Vol 52, Issue 4, 2015

COMMENT: This report should refrain from making sweeping statements such as that made in the above mentioned paragraph, which are inaccurate, and are likely to be picked up and repeated for years to come. As demonstrated above, there is significant amount of scientific data available on whether captive breeding is contributing to positive outcomes for the species involved. While there have been some success stories, the overwhelming data shows that commercial captive breeding does not provide the desired positive outcomes for the species, with many continuing to decline in the wild.



CITES Secretariat
International Environment House
Chemin des Anémones
CH-1219 Chatelaine
Geneva, Switzerland
info@cites.org

June 20, 2018

Subject: Notification No. 2018/048

Thank you for the opportunity to provide comments in response to Notification No. 2018/048. The United States Association of Reptile Keepers (USARK) offers the following comments for your consideration.

USARK is a non-profit education, conservation and advocacy organization promoting awareness, responsible care and professional unity for herpetofauna. USARK advocates for the practice of herpetoculture: the non-traditional agricultural pursuit of farming high quality captive bred reptiles and amphibians for conservation projects, zoos, museums, research facilities, education, entertainment and pets. USARK is dedicated to conservation through captive propagation, espouses the ideal of "preserving reptiles and amphibians for our future," and advocates a Keepers Code of Ethics. Members of USARK are veterinarians, researchers, academics, breeders, husbandry product manufacturers, feed producers, hobbyists and pet owners.

Lines 193-194: The Secretariat's draft review states that "[w]ith respect to Article VII.5., it is not clear if the use of certificates of captive breeding/artificial propagation is obligatory or not." What is clear, however, is that other Parties must accept such certificates ("a certificate ... shall be accepted in lieu of any of the permits or certificates required under the provisions of Article III, IV or V"). Accordingly, where the Management Authority is satisfied that a specimen of an animal species was bred in captivity and issues a certificate to that effect, the Convention states that it shall be accepted.

Instead of accepting such certificates as proof of the bona fide nature of the breeding program and the captive-bred status of the specimen(s) concerned, some Parties are effectively second-guessing the findings made by Parties of exporting countries. For example, earlier this year, agents with the U.S. Fish and Wildlife Service's (FWS) Office of Law Enforcement seized twenty-eight splash-back poison arrow dart frogs (*Adelphobates galactonotus*) at the Port of Miami despite the fact the shipment was accompanied by a valid CITES permit from the Dutch Management Authority. In this instance, the importer went above the legal requirements and also provided certification of the frogs' captive bred status and lineage of the parental stock. Furthermore, the documentation identified the frogs with the source code "C," which is all FWS regulations require. See 50 C.F.R. § 23.43(b)(1).

In effect, some Parties appear to be operating from a presumption that trade is illegal rather than the reality that the great majority of trade is perfectly in compliance with CITES requirements. Casting a shadow over all trade based on illegal or questionable trade by a few leads to disrupted

United States Association of Reptile Keepers (USARK)
www.USARK.org | info@USARK.org





trade and transport, also potentially raising, even creating, welfare concerns. Therefore, as a general rule, the findings of Parties as evidenced by permits and certificates should be accepted by Parties for imports and the review mechanism established by Resolution Conf. 17.7 should be used to identify potential issues for animal species subject to significant levels of trade. Other compliance and enforcement mechanisms are available and obviously can be invoked in urgent cases, regardless of the level of trade. A more positive approach will be possible when some of the other implementation issues discussed below are addressed.

Lines 261-265: As the Secretariat notes, the standard CITES form is used both as a permit and as a certificate and checking of the “Other” box does not add clarity. USARK suggests the creation of a standalone form to be used for purposes of certificates issued under Article VII, paragraph 5. This will create greater clarity for governments, the regulated community, and customs officials. It also should lead to increased uniformity in understanding of and implementing the Convention for captive bred specimens.

Lines 280-291: USARK agrees that the examples in the annex of Resolution Conf. 5.10 (Rev. CoP15) raise significant questions and suggests the removal of text that is not found in the referenced resolutions. In particular, any text that imposes additional or new regulatory requirements not agreed by the Parties – such as the example provided by the Secretariat (i.e., that imports must be aimed as a priority at the long-term protection of the affected species) certainly should be deleted.

Lines 322-341: USARK agrees with the Secretariat’s description of the challenges to prove legal origin of, for example, founder stock acquired many years ago. To overcome these significant challenges, which include demands by some Parties of import for documentation from periods of time in which such documentation was not required, a different approach is needed going forward.

USARK supports the notion of simplification in the interest of harmonized interpretation and implementation of the Convention, noting, however, that an absolute restriction on augmenting breeding stock through the occasional addition of a specimen taken from the wild and/or trade in specimens born in captivity but which are not “demonstrably F2 or beyond” would be inappropriate and potentially adverse to conservation objectives.

Thank you for your time and have a good day.

Sincerely,
/s/ Phil Goss
President of USARK
President@USARK.org
www.facebook.com/UnitedStatesAssociationOfReptileKeepers

United States Association of Reptile Keepers (USARK)
www.USARK.org | info@USARK.org

